

1. CROISSANCE ECONOMIQUE ET MONDIALISATION DEPUIS LE MILIEU DU XIX^e SIECLE

1.1 La croissance économique et ses différentes phases depuis 1850.

1.2 Les économies-monde successives depuis 1850.

I/ Les causes de la croissance économique

1/ L'analyse libérale

Question de la Révolution Industrielle : mutation technologique, organisationnelle rapide et générale de l'appareil productif. Ricardo voit dans le machinisme un moyen de contourner le renchérissement du coût de la main-d'œuvre. Adam Smith *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), mise en évidence de la division d'une tâche complexe en tâches simples.

- Angleterre dès le XVIII^e siècle Machine à vapeur de Watt, révolution textile et mines
- Etats-Unis Fordisme début XX^e siècle, multiples innovations (Edison, Rockefeller) aux USA et en Allemagne à la fin XIX^e siècle.
- Aujourd'hui concurrence féroce du savoir entre pays (Brain Drain) et des villes (théorie de Richard Florida article Monde diplo novembre 2017)

Limite de l'explication. Il n'y a pas de révolution industrielle mais des changements lents, diffus et incomplets à toutes les échelles d'étude et selon les secteurs. Plutôt parler d'industrialisation que de révolution industrielle. C'est aussi la différence entre invention et innovation.

2/ L'analyse marxiste

Le Take off (décollage) caractérisant la naissance du capitalisme industriel dans un espace X se caractérise par la rencontre de deux éléments fondamentaux :

- Le **capital fixe** consistant au réinvestissement du capital accumulé (accumulation primitive de capital) dans des entreprises industrielles de plus en plus onéreuses au fur et à mesure que l'on avance dans le temps. Le premier, l'Angleterre avec le commerce colonial et notamment la traite négrière qui a fait naître un écosystème précapitaliste (société par action, assurance, transformation de marchandises brutes du nouveau monde, goût du risque financier....). Aux Etats-Unis valorisation du nouveau monde crée de brutales fortunes qui se réinvestissent immédiatement (1848 ruée vers l'or en Californie, Rockefeller...)
- Le **capital variable** est la mise à disposition d'une main d'œuvre nombreuse et bon marché nécessaire au fonctionnement de l'industrie (armée de réserve du capitalisme ou prolétariat dans la logorrhée marxiste) Premier l'Angleterre avec le phénomène des enclosures provoquant un précoce mouvement d'exode rural et attire pauvres Irlandais, Gallois ou Ecossais. Aux Etats-Unis migrations massives au XIX^e siècle. Aujourd'hui masses rurales chinoises et indiennes.

3/ La question du marché

Question fondamentale des débouchés et de la demande. Produire mais pour qui ? Question importante notamment avec le développement de la production de masse...à laquelle doit répondre la consommation de masse.

Il faut donc avoir une capacité à renouveler les produits (invention de la mode en Angleterre avec les cotonnades dites Indiennes dès le début du XIX^e siècle, bien sûr voir aujourd'hui le phénomène d'obsolescence rapide des produits technologiques I-Phone...). Il faut créer des lieux de consommation suscitant la convoitise (grands magasins du XIX^e siècle Harrods à Londres 1834, supermarchés aux Etats-Unis dès les années 1920, puis après la seconde guerre mondiale en Europe occidentale, diffusion rapide aux pays du sud depuis les années 1990, nouveauté Internet, passage d'une économie de stock à une économie de flux en théorie à dimension mondiale Amazon...)

Capacité à unifier un vaste espace permettant la diffusion de goûts de consommation sur vaste territoire avec diffusion rapide du produit à bas coût car produit en masse. Premier Angleterre avec le train voir politique de culture et de consommation des Etats-Unis en marge du plan Marshall, accords Byrnes-Blum de 1946 et puissance du rêve américain passant par l'American Way of life.

Aujourd'hui vers une uniformisation mondiale des modes de consommation via des produits mondialisés assurant croissance économiques des seules entreprises capables de diffuser à l'échelle mondiale (concentration industrielle dans tous les domaines, de la voiture aux films)?

II/ Les crises

Je passe sur la vision des cycles économiques de Kondratieff et Juglar que vous devez bien évidemment maîtriser.

1/ Problèmes de renouvellement des produits, la question de la surproduction

Blocage technologique, manque d'innovation typique des années 1970 on passe d'un marché d'équipement à un marché de renouvellement beaucoup moins dynamique. Pas de diffusion de la consommation dans les pays du bloc communiste ni dans le Tiers-Monde. Ralentissement net de la croissance dès la fin des années 60. Ce qui permet de nuancer le rôle des crises pétrolières de 1973 et 1979. Surproduction déjà observable à la fin des années 1920 aux Etats-Unis où il existe un trop grand décalage économique entre le marché US arrivé à saturation et l'incapacité d'importation par une Europe se relevant à peine de la première guerre mondiale. Les Américains conçoivent ainsi le Plan Marshall comme un moyen d'éviter ce problème après la seconde guerre mondiale.

Aujourd'hui bataille féroce pour cette question de l'innovation forcément il y aura des perdants. La vieille Europe ? L'Angleterre du Brexit ? Les Etats-Unis xénophobes de Trump ? La société vieillissante japonaise ?

2/ La crise du capital, spéculation et coût de la main d'œuvre

- La spéculation financière est un phénomène ancien (faillite de la banque de Law en 1720, pour nos périodes 1873, 1929, 2008) Nuancer l'idée du passage d'un capitalisme industriel qui aurait à l'échelle humaine et l'âpre capital financier d'aujourd'hui. La finance a toujours été un élément central du développement du capitalisme mais c'est accéléré avec la mise en place du système moderne de banque et de bourse dans les années 1860. Au-delà du financement réaliste de projet réaliste, la spéculation fait parti inhérente du commerce de l'argent qui est une marchandise comme une autre. Aujourd'hui comme hier croyance ou aveuglement en une vision linéaire de la croissance économique (immobilier, bitcoin).

- Problème d'immobilisation massive du capital dans investissement improductif et surévalué (achat de châteaux et de terres dans la mentalité aristocratique de la bourgeoisie française, art, 450 millions de \$ pour un Léonard ????, dépenses ostentatoires délirantes)

- « Problème » du coût de la main d'œuvre obéissant à l'offre et à la demande. Elle croit quand il y a un déficit démographique. Recours à l'immigration pour diminuer le coût (années 20 Pologne, Italie, Maghreb après 1945 voir le magnifique documentaire *Mémoires d'immigrés* notamment le début passage sur les pères avec le contraste du témoignage très émouvant d'un vieux Tunisien se rappelant son départ et le discours froid et calculé des recruteurs du patronat (CNPFF, l'ancêtre du MEDEF qui s'était doté d'une Organisation migratoire internationale [OMI]). Une des contradictions des discours de gauche (vieux fonds xénophobe lié à cette question de la « concurrence déloyale » des immigrés) et de la droite ouvertement identitaire et xénophobe mais cédant aux sirènes libérales du patronat...

- Obsession du coût de travail et des charges patronales mais sans faire trop baisser les salaires et les charges des salariés... Contradiction fondamentale

3/ Résoudre la contradiction de la compression salariale

- Réponse à cette contradiction, utilisation massive du crédit aux particuliers (dangers très importants comme la crise des subprimes de 2008) et ouverture forcée à la mondialisation pour diffuser les produits des conquêtes coloniales anglaises (notamment la guerre de l'opium 1839-42), aux coups tordus des Etats-Unis en Amérique latine (Opération PBSUCCESS au Guatemala) et procès des tribunaux commerciaux américains et internationaux en faveur des grandes entreprises.

- Ces crises ont de graves conséquences sociales (chômage, surendettement, maladies, surmenage, burning out, phénomène des travailleurs pauvres) et environnementales. Les productions et consommation sont prédatrices des ressources naturelles par essence limitées entraînent bouleversements des équilibres naturels potentiellement destructeurs de la vie sur Terre.

- **L'économie néoclassique** ne remet en question ni la croissance ni le développement, mais insiste au contraire sur la nécessité de poursuivre l'un et l'autre. Leur analyse implique l'idée de **substitution**, autrement dit la possibilité de remplacer du « **capital naturel** » par du « **capital technique** » (exploitation de ressources pétrolières en région hostile, développement essence de synthèse...). Les économistes néoclassiques prônent **l'internalisation des nuisances** par l'incorporation du prix de celles-ci dans la définition du prix global (**taxe carbone, écotaxes, droits à polluer**).
- Les premières réflexions sur la question des destructions provoquées par l'homme au milieu « naturel » apparaissent aux Etats-Unis au 19^e siècle (conséquences des exploitations anarchiques du pétrole dans le nord-est du pays, de la surexploitation des terres dans les Grandes Plaines). Nait alors l'idée de protéger certains espaces en les **soustrayant à l'exploitation humaine** : c'est l'apparition des **réserves naturelles**. Cette vision a cependant des limites car les hommes sont exclus des espaces or leur nombre augmente rapidement...
En 1968, le club de Rome prône des thèses contraires à l'idéologie consumériste dominante typique d'une période de forte prospérité comme les 30 Glorieuses. Pour ces économistes, la croissance économique est génératrice **d'exclusion sociale**, de déculturation et de **destruction du milieu « naturel »**, ce qui signifie qu'elle ne peut être source développement réel et qu'elle est antinomique avec le développement durable. Il faut repenser notre mode de vie.
- **Nicholas Georgescu-Roegen** est considéré comme l'inventeur du concept de **décroissance** et son principal théoricien: Il associe aux flux économiques de la matière et de l'énergie qui par le biais des différents processus de production se dégradent de manière irréversible. Par exemple les matières premières utilisées pour la construction des ordinateurs sont fragmentées et disséminées à travers toute la planète et il devient pratiquement impossible de reconstituer les minerais d'origine. Quant à l'énergie utilisée pour leur fabrication, elle est dissipée à jamais.

La **décroissance s'oppose donc en partie au développement durable** lorsqu'il est défini comme nécessitant une *croissance durable* ou *continue* des systèmes de production matérielle et marchande et d'échange de biens et valeurs financières. Pour les partisans de la décroissance, une société qui consomme toujours plus de ressources ne peut pas être respectueuse de l'environnement et sera rapidement confrontée au manque de certaines ressources vitales. Ils estiment que pour être durable et soutenable sur une planète finie, le développement humain devra au contraire pouvoir **se passer d'une croissance matérielle perpétuelle**, au profit de réponses justes aux besoins matériels et socio-psychiques (incluant la santé et la sécurité affective, individuelle et collective), et au profit d'une **croissance partagée de la qualité et du plaisir de vie, du savoir et des cultures**.

Les partisans de la décroissance prônent au plan individuel la démarche dite de **simplicité volontaire** et, au plan global, une relocalisation des activités économiques afin de réduire l'empreinte écologique et les dépenses énergétiques. (**Locavores**)

2. LA GUERRE ET LES REGIMES TOTALITAIRES AU XX^e SIECLE

2.1 La Première Guerre mondiale : L'expérience combattante dans une guerre totale.

Partie 1 : Pour réfléchir à l'angle choisi par l'institution pour traiter la question de la première guerre mondiale.

L'historiographie de la Première Guerre mondiale peut être scindée en quatre temps, reflets des enjeux et des interrogations de chaque époque.

1. Un entre-deux-guerres marqué par la domination de l'histoire politique

Les productions historiques sur la Première Guerre mondiale apparaissent dès 1915 et se caractérisent jusqu'à la Seconde Guerre mondiale par l'importance des acteurs de la guerre dans cette première écriture de son histoire. **Mémoires des généraux ou gouvernants**, témoignages des simples combattants, travaux d'historiens qui ont souvent vécu le conflit au plus près et ouvrages de vulgarisation constituent les premiers genres historiographiques sur la guerre.

Les historiens professionnels ne s'intéressent alors guère qu'aux **questions diplomatiques** et cherchent à établir les responsabilités de chacun dans les causes de la Première Guerre mondiale.

2. Une histoire du conflit plus sociale depuis les années 1950

Après la Seconde Guerre mondiale, l'arrivée des anciens combattants de la Première Guerre mondiale à l'âge de la retraite a favorisé l'émergence d'un retour sur les **expériences singulières des combattants**.

Les travaux historiques sur la Première Guerre mondiale adoptent une **approche plus sociale** qu'auparavant, soit qu'ils s'intéressent aux soldats, soit qu'ils étudient le rôle des groupes sociaux liés au conflit. Ce tournant majeur dans l'historiographie de la Grande Guerre s'explique d'abord par la **prégnance de l'idéologie marxiste dans les milieux intellectuels** de l'époque et son influence dans les recherches en sciences humaines et sociales, même chez des universitaires qui n'adhèrent pas aux thèses marxistes. Présentée comme une conséquence de **l'impérialisme capitaliste**, la guerre échappe à une histoire purement diplomatique.

3. L'essor de l'histoire culturelle de la Grande Guerre à partir des années 1980

L'affaiblissement du paradigme marxiste notamment dans le monde anglo-saxon par ailleurs plus faiblement imprégné par les questions liées à cette idéologie, fait que l'on trouve les précurseurs de l'histoire culturelle de la Grande Guerre aux Etats-Unis.

Parallèlement, **la plus grande attention portée à la violence des totalitarismes** et de la Seconde Guerre mondiale, et plus spécialement au génocide des Juifs, invite les historiens, désormais enclins à voir dans les guerres des catastrophes pour les vaincus comme pour les vainqueurs, à interroger sous un autre angle la mort de masse de la Grande Guerre, laquelle semble **préfigurer les barbaries du xx^e siècle**.

4. Le développement d'une histoire transnationale du conflit au début du xxi^e siècle

L'approche transnationale de la Première Guerre mondiale permet de traiter de nouveaux sujets en particulier la question des réfugiés, le conflit inaugurant les grands déplacements de population du xxi^e siècle, de renouveler l'histoire urbaine comparée, l'histoire des femmes pendant la guerre, dynamisée sous l'impulsion des *gender studies*, mais aussi celle des combattants.

Partie 2 : Quelques données, l'entrée en guerre du combattant

- Les **stéréotypes nationaux** se diffusent largement dans toute l'Europe. Aux images d'un Français ripailleur, décadent et indiscipliné diffusées dans la presse allemande répondent les caricatures d'Hansi dénonçant des colons allemands gras, vulgaires et stupides qui persécutent les bons Alsaciens restés attachés à la France. La presse hexagonale s'enflamme régulièrement pour de beaux militaires qui appellent à la **Revanche** (général Boulanger) ou défendent le colonel Marchand, qui défend le drapeau tricolore à Fachoda contre des « politicards parisiens » qui négocient en sous main avec la perfide Albion (pour finalement obtenir 5 ans plus tard l'alliance indispensable à la revanche contre l'Allemagne). Les instituteurs de la 3^e République montrent sans cesse sur les cartes de France la « ligne bleue des Vosges » pour rappeler les enfants à leur devoir futur. Partout en Europe, Etat, groupements nationalistes structurés, organes de presse grand public favorise la diffusion d'un **nationalisme agressif**, exaltant la communauté nationale et dévalorisant les pays voisins.
- La guerre et son histoire sont l'objet de nombreux ouvrages savants et populaires au 19^e siècle. L'image du **combattant chevaleresque** envahit les livres d'histoire de l'école républicaine. Vercingétorix, Charles Martel, Roland, Bayard, Jeanne d'Arc deviennent des modèles pour les petits Français. S'opposant à l'envahisseur, défendant leur patrie jusqu'à la mort, ces lointains héros préparent mentalement les jeunes gens au sacrifice suprême.
- Le service militaire, obligatoire pour tous les hommes âgés de 18 ans, permet de donner une instruction militaire individuelle et collective assez poussée. En mélangeant classes sociales et origines géographiques, la **conscription** a également pour but de faire naître un esprit de corps et entretient la fibre nationaliste. Individuellement, ce temps compose pour des millions de jeunes gens un **rite de passage** entre l'enfance et l'âge adulte et une expérience radicalement nouvelle par l'éloignement de la cellule familiale et villageoise. La guerre, le combat représente une possibilité **d'affirmer sa virilité** et donc revêt un aspect positif pour la majorité des Européens.
- Cependant, il faut très sérieusement nuancer l'impression laissée par les photographies montrant un peuple enthousiaste acclamant les soldats partant « **la fleur au fusil** ». Les enquêtes menées par les instituteurs et institutrices montrent au contraire qu'un grand scepticisme s'empare de la population lors de la proclamation de la **mobilisation générale**. Aux sombres réflexions et aux doutes succède la résignation ferme mais angoissée. La communauté villageoise, démunie de ces hommes valides, doit avant tout penser à organiser le travail des champs tandis que les mobilisés font avec courage et sérieux leur devoir. Au départ vers le front, les hommes devenus militaires, désinhibés par l'alcool, prennent un air bravache et ne peuvent faire triste mine devant l'objectif des rares et peu discrets photographes mais aussi et surtout devant leurs camarades d'infortune. Une nouvelle sociabilité virile se met déjà en place.

Partie 3 : Quelques données, la mort de masse

- **Nombre de morts par jour.** Angleterre 457/ France 920/ Allemagne 1303/ Russie 1459 supérieur aux chiffres de la seconde guerre mondiale sauf URSS 5628 morts/jour et Japon. Le 1^{er} juillet 1916, premier jour de la bataille de la Somme 20 000 morts et 40 000 blessés. Mis à part le précédent des guerres balkaniques de 1912/13 chiffres colossaux véritable nouveauté.

- 70% des morts par artillerie ; 25% par balle, 3% maladies, 1% par armes blanches, 1% par gaz de combat (surreprésentation dans les mémoires). Problème de **reconnaissance des cadavres**, omniprésence de la mort et de la peur de la mort au-delà de la bataille.
- Pratiques de cruauté surtout sur le front est avec intégration de normes raciales dans cadre apocalyptique.

Partie 4 : Quelques données, le combattant conscient et consentant

- Longtemps présentation comme simple victime où seule la contrainte règne (discipline militaire, exécutions) quand simple contrainte rupture de front (Russie dans l'été 1917, Allemagne automne 1918)
- Conscience de donner la mort se maintient. (Suicides, folies, troubles psychiatriques sous estimés)
- Consentement du soldat (patriotisme, protection de l'arrière, comportement grégaire) mais aussi accoutumance à la violence qui devient une normalité : **Brutalisation**

Partie 5 : Quelques données, sortir de la guerre

- Décalage entre la fin des combats et le retour à l'arrière.
- Sortir de la culture de guerre encore plus difficile pour les combattants que pour les civils.
- Pourquoi ?
 - Expérience traumatisante non transmissible par les mots. Conscience d'avoir vécu événement extraordinaire.
 - Idéalisation de l'arrière, désillusion sphère privée et aussi sphère publique (problème de l'emploi, nouvelle place des femmes dans la société, peur qu'ils inspirent si handicap...)
- Traduction par comportements individuels. **Déprise de guerre** très difficile (violence, irascibilité, silence, recomposition des sociabilités)
- Traduction par comportements collectifs. Pacifisme parfois intégral (Marcel Déat), militarisme (Joseph Darnand, cas majoritaire en Allemagne [Freikorps, Ernst Von Salomon Les réprouvés] en Italie [Arditi, Fasci])

2.2 Les régimes totalitaires dans l'entre-deux-guerres : genèse, points communs et spécificités.

1/ Hannah Arendt, la théorie fondatrice

Antonio Gramsci (fondateur du parti communiste italien mort en détention en 1937), Benedetto Croce, Luigi Sturzo, Raymond Aron et Elie Halévy entre autres avaient déjà réfléchi à la nature particulière des régimes émergeant au lendemain de la première guerre mondiale en Europe. Mais c'est Hannah Arendt qui rassembla dans sa thèse fondatrice les critères permettant d'identifier la singularité du totalitarisme.

Point 1: L'ère des masses désolées (Emil LEDERER, *State of the Masses. The Threat of the Classless Society*, New York, 1940)

Les masses, pierres angulaires du totalitarisme, apparaissent avec la Révolution Industrielle, elles sont le fruit de l'automatisation de la société et du déclin des systèmes de partis et des classes. L'homme de masse est un individu isolé qui fait l'expérience de la « **désolation** », c'est-à-dire du déracinement social et culturel. Il trouve dans le totalitarisme une **cohérence dont est dépourvue la réalité à laquelle il est confronté**. Il s'identifie totalement au chef du mouvement totalitaire, alors que ce processus d'identification n'existe pas avec les dirigeants de partis traditionnels - y compris fascistes. Tel un prophète, le chef du mouvement totalitaire **révèle la vérité** dont serait porteur l'avenir.

Point 2 : L'endoctrinement

Une fois les masses organisées, le mouvement totalitaire se développe. La propagande qui devient endoctrinement quand elle arrive à **dissoudre tout esprit critique chez la quasi-totalité des individus**, occupe alors une place prépondérante. Elle s'articule autour d'une **réalité fictive et se caractérise par son côté prophétique**. La **violence** se développe alors constamment afin de réaliser les « doctrines idéologiques » et les « mensonges politiques ».

Point 3 : Führer et Petit Père des peuples.

Le caractère singulier du totalitarisme se retrouve, non pas dans la propagande ou dans le contenu idéologique, mais dans l'organisation. Le chef y a le même rôle central :

- il « *incarne la double fonction qui caractérise toutes les couches du mouvement : agir comme défenseur magique du mouvement contre le monde extérieur et en même temps, d'être le pont qui relie le mouvement à celui-ci* ».
- il doit son pouvoir à son habileté à manipuler les masses aussi bien que les luttes internes du mouvement.
- Son **charisme**, savamment entretenu par le culte de la personnalité, ne peut naître que des dérives pathologiques du pouvoir, dans une société où la passion et l'irrationnel ont pris le pas sur la raison et la rationalité. Il est donc le reflet d'une sorte d'aliénation collective et sa manifestation la plus fascinante.

Point 4 : Des régimes idéologiques

Le système totalitaire devient l'instrument par lequel **l'idéologie totalitaire accélère le cours de la loi naturelle** (nazisme) ou **historique (stalinisme)**. **Le totalitarisme se fait fort de donner un sens aux événements quels qu'ils soient**. Dans le cas du nazisme, la « **prémisse majeure** » (deuxième proposition d'un syllogisme) est la loi de la nature incarnée dans le processus de sélection naturelle. Dans le cas du stalinisme, elle est la loi de l'histoire incarnée dans la lutte des classes. Cette indifférence à toute forme d'expérience est un des principaux reproches qu'Arendt formule contre les idéologies. Elle condamne le pouvoir de tout expliquer que s'arroge la pensée idéologique.

Point 5 : La terreur en mouvement, l'essence du régime totalitaire

Le régime totalitaire veille au maintien de la coexistence de deux sources d'autorité afin d'éviter que le régime ne se sclérose. L'une des sources est incarnée par les **institutions étatiques qui sont maintenues** ; et l'autre par **le parti et les organisations de façade**. Le déplacement permanent du pouvoir, par le jeu des promotions et de la création d'organisations ou de services nouveaux, produit le mouvement nécessaire à l'appareil de domination totalitaire. Pour Arendt, la police secrète constitue aussi le noyau du pouvoir totalitaire. Les critères de fonctionnement de cette police vont jusqu'à imprégner la société totalitaire : espace privé et public sont niés.

2/ Critiques et limites de la pensée d'Arendt

Il convient de s'interroger sur l'histoire, la validité et les limites du concept de totalitarisme.

Point 1 : Le fascisme ne serait pas un totalitarisme pour Arendt

« Après la Première Guerre mondiale, une vague de mouvements semi-totalitaires et totalitaires, profondément hostile à la démocratie et favorable à la dictature, déferla sur l'Europe; des mouvements fascistes se répandirent, à partir de l'Italie, dans presque tous les pays de l'Europe centrale et orientale (la partie tchèque de la Tchécoslovaquie fut une exception notable); pourtant, Mussolini lui-même qui aimait tant l'expression « d'État totalitaire », n'essaya pas d'établir un régime complètement totalitaire et se contenta de la dictature et du parti unique. Des dictatures analogues, non totalitaires, surgirent avant la guerre en Roumanie, en Pologne, dans les États baltes, en Hongrie, au Portugal et dans l'Espagne de Franco »

« Ce qui prouve que la dictature fasciste est de nature non totalitaire, c'est que les condamnations politiques y furent très peu nombreuses et relativement légères. »

Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme*, 1951

Les arguments de la philosophe allemande niant le caractère totalitaire du régime fasciste :

1. Le fascisme ne se considérerait donc pas comme « un parti au-dessus des partis et de l'Etat »

- le retard du développement du sentiment national des pays latins et la « sagesse de l'Église » qui par les accords du Latran de 1929 resta une force sociale et de fait politique prégnante et parfois concurrente du fascisme.
 - C'est oublié le pôle de résistance que représenta l'Église catholique en Allemagne, notamment lorsqu'elle s'opposa avec vigueur et efficacité à l'Aktion T4 par la voix de Clemens August von Galen, évêque de Munster le 3 août 1941.
- Le maintien de la monarchie qui conduit Victor Emmanuel III à faire arrêter Mussolini le 26 juillet 1943 après le débarquement allié en Sicile.
 - Le parti fasciste mit en place des institutions pour subvertir l'État « au-dessus des partis », comme par exemple le Grand Conseil, organe suprême du régime fasciste, auquel on avait attribué la prérogative d'intervenir dans la nomination d'un éventuel successeur de Mussolini, et même dans la succession au trône, privant ainsi la monarchie de deux pouvoirs fondamentaux.
 - C'est oublié que des résistances très fortes ont subsisté en Allemagne. Qu'aurait-on dit si l'opération Walkyrie, dans laquelle avaient trempé Rommel et la plupart des généraux de l'Etat major, avait abouti ?

2. Le fascisme fut un régime avec lequel des puissances démocratiques échangèrent diplomatiquement jusqu'à une date très avancée.

- De 1932 à 1935, des négociations diplomatiques entre la France (Louis Barthou puis Pierre Laval) et l'Italie manquèrent de peu d'aboutir à une alliance défensive visant à contenir la menace hitlérienne.
- Comme avec l'URSS et l'Allemagne, les relations diplomatiques obéissent au principe de Realpolitik et non au bon sentiment !!!!!

3. Sa politique est traditionnellement impérialiste et colonialiste.

- La guerre d'Ethiopie en 1935 correspond à une annexion coloniale « classique » visant à étendre l'empire italien dans une région non contrôlée par les autres puissances européennes.
- Cette guerre revêtit un puissant aspect idéologique visant à laver l'affront d'Adoua (1^{er} mars 1896) en réaffirmant la toute puissance d'une Italie régénérée par le fascisme et conduit par Mussolini qui s'arroge à cette occasion le titre de Premier Maréchal de l'Empire et commandant des forces armées, fonction en théorie dévolue au roi.

Il semble que la documentation théorique à laquelle Arendt se soit renseignée fut (volontairement ?) réduite et orientée. A l'évidence la philosophe ne s'est guère intéressée à la nature du fascisme. De nombreux historiens de toute obédience politique et philosophique ont envisagé le fascisme comme étant un régime totalitaire, non pas parce que le fascisme se proclamait comme tel, mais parce qu'ils décelaient dans le régime fasciste les caractéristiques typiques des régimes à parti unique, nés en Europe après la Première Guerre mondiale à savoir :

- un mouvement révolutionnaire de masse, organisé en parti antiparlementaire et antidémocratique.
- l'instauration d'un régime à parti unique avec la suprématie d'un chef, qui concentre le monopole du pouvoir, incarné par sa propre personne adulée comme un dieu tutélaire. un système policier qui emploie la terreur pour éliminer ses adversaires et s'arroger le monopole du pouvoir.
- un réseau tentaculaire d'organisations contrôlant tous les aspects de la vie individuelle et collective.
- un appareil de propagande visant à la mobilisation permanente et à l'endoctrinement des masses conformément aux principes, aux idées, idéaux et valeurs d'une idéologie imposée comme une religion séculière. Aussi les principes fondamentaux du fascisme (la totale subordination de l'individu à l'État, la divinisation de la nation, l'exaltation de la haine et de la guerre à l'instar de vertus civiques, ou encore l'éducation belliqueuse des nouvelles générations) contredisent de façon tangible les fondements de la foi catholique.
- une politique extérieure agressive, imprégnée d'expansionnisme idéologique et territorial. Dans les années 1930, l'instruction prémilitaire et post-militaire des jeunes fascistes fut confiée à la milice fasciste, et non pas aux forces armées, ce qui entraîna de nouvelles tensions.

Bref au-delà de ses caractéristiques idéologiques, c'est par sa **praxis** que le fascisme est un régime totalitaire.

Point 2 : Le contexte dans lequel écrit Arendt

Arendt publie son ouvrage en 1951 dans le contexte de la guerre froide aux Etats-Unis.

- Son livre a une dimension idéologique qui sert les intérêts de son pays d'accueil. Tout discrédit jeté sur l'ennemi soviétique est bon à prendre et permet de cacher les actions contestables (doux euphémisme !) des Etats-Unis dans le monde.
- Comme nombre d'émigrés de confession juive, elle est très sensible à l'antisémitisme qui se déchaîne dans les dernières années du régime de Staline (« complot des blouses blanches ») et qu'elle assimile à l'antisémitisme nazi. Nature profonde du régime stalinien ou simple tactique visant en réactivant un sentiment profond des populations russes pour s'attirer leur adhésion à un moment où le régime voit se renforcer les contestations ?

Point 3 : Le manque de références extérieures

Les origines du totalitarisme parlent des camps de concentration, toujours et seulement en relation avec l'URSS et le Troisième Reich. Ce qui frappe surtout, c'est le silence sur une expérience directe qu'a eue H. Arendt de cette institution totale : en commun avec tant d'autres allemands, ayant fui l'Allemagne nazie et devenus suspects après le début de la guerre simplement en tant que citoyens d'un Etat ennemi, elle a été pendant quelque temps internée à Gurs.

« On avait l'impression – rapporte H. Arendt en 1943 – que nous avons été amenés là “pour crever” de toute façon », à tel point qu'apparaît chez certains internés la tentation du « suicide » comme « action collective » de protestation. Elle oublie par ailleurs la banalité des violences carcérales tolérées dans les régimes démocratiques (bagnes, maisons de correction pour enfants, colonies pénitentiaires, traitement des aliénés) qui firent beaucoup dans la banalisation des camps fascistes, nazis et soviétiques.

3/ Querelles sur les origines du totalitarisme.

- **Le produit du collectivisme socialiste pour l'économiste libéral Friedrich Hayek, *Les routes de la servitude*, 1944**

« L'idée d'un parti politique qui englobe toutes les activités d'un individu du berceau à la tombe » et qui répand une *Weltanschauung* globale, cette idée renvoie en premier lieu au mouvement socialiste. Sous ce mouvement, opère une tradition de plus longue date, qui se reconnaît dans la démocratie “sociale” ou totalitaire. En tout cas, contrôle économique et totalitarisme sont étroitement intriqués. »

« Ce ne furent pas les fascistes, mais les socialistes, qui commencèrent à regrouper les enfants, depuis l'âge le plus tendre, dans des organisations politiques, de façon à être sûrs que ceux-ci grandiraient comme de bons prolétaires. Ce ne furent pas les fascistes mais les socialistes qui pensèrent les premiers à organiser le sport et les jeux, le football et les excursions en club de parti où les membres ne seraient pas infectés de points de vue différents. Ce furent les socialistes qui insistèrent les premiers sur le fait que les membres devaient se distinguer entre eux par la manière de saluer et de s'adresser l'un à l'autre. »

- **La phase ultime de l'autoritarisme capitaliste pour l'économiste socialiste Adorno Horkheimer, *Dialectique de la raison*, 1947**

« Avant, seuls les pauvres et les sauvages étaient exposés aux forces capitalistes. Mais l'ordre totalitaire installe complètement dans ses droits la pensée calculatrice, et s'en tient à la science comme telle. Son canon est son efficacité sanglante. »

- **La toute puissance de l'Etat pour Simone Weil, *Réflexions sur l'hitlérisme*, 1934**

« L'analogie entre le système hitlérien et la Rome antique est surprenante, au point de faire croire qu'après deux mille ans seul Hitler a su copier correctement les Romains. (...) Le régime établi par lui [Louis XIV], pour la première fois en Europe depuis Rome, méritait déjà l'appellation moderne de "totalitaire" » ; « l'atroce dévastation du Palatinat [dont se rendirent coupables les troupes conquérantes françaises] n'avait même pas l'excuse des nécessités de la guerre. »

- **Le racisme colonial pour Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, 1950**

« Il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral, et montrer que, chaque fois qu'il y a eu au Viêt-Nam une tête coupée et un œil crevé et qu'en France on accepte, une fillette violée et qu'en France on accepte, un Malgache supplicié et qu'en France on accepte, il y a un acquis de la civilisation qui pèse de son poids mort, une régression universelle qui s'opère, une gangrène qui s'installe, un foyer d'infection qui s'étend et qu'au bout de tous ces traités violés, de tous ces mensonges propagés, de toutes ces expéditions punitives tolérées, de tous ces prisonniers ficelés et "interrogés", de tous ces patriotes torturés, au bout de cet orgueil racial encouragé, il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe, et le progrès lent, mais sûr, de l'ensauvagement du continent.

Oui, il vaudrait la peine d'étudier, cliniquement, dans le détail, les démarches d'Hitler et de l'hitlérisme et de révéler au très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du XXème siècle qu'il porte en lui un Hitler qui s'ignore, qu'Hitler l'habite, qu'Hitler est son démon, que s'il vitupère, c'est par manque de logique, et qu'au fond, ce qu'il ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est que l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique. »

2.3 La Seconde Guerre mondiale : Guerre d'anéantissement et génocide des Juifs et des Tziganes.

1. Interroger la notion de guerre d'anéantissement

La Seconde Guerre mondiale témoigne d'un degré supplémentaire, d'un paroxysme, dans la guerre totale. Le jusqu'aboutissement des belligérants amène à faire **disparaître la distinction entre combattants et non-combattants**. Mais est-ce une nouveauté ? Voir précédent des guerres coloniales (enfumades de Dahra 18 juin 1845...) Est-ce un aboutissement ? Non (guerre de Corée, crimes de guerre lors des guerres de décolonisation, du drame cambodgien, du génocide rwandais, utilisation de la famine comme arme de guerre en Ethiopie dans les années 80, dans les années 2000 et actuellement au Soudan, vagues terroristes...)

Il faut donc interroger **les causalités** de cette violence paroxysmique. Et ainsi d'établir **une typologie** des violences, loin d'une hiérarchisation, elle permet de comprendre et d'identifier des réalités différentes. Le terme générique de guerre d'anéantissement n'a donc pas grand intérêt....

2. Sur le champ de bataille une relative auto-contention ?

Baisse du nombre de morts militaires/jour par rapport à la première guerre mondiale (Angleterre 457/150, Allemagne 1303/1083, sauf Japon mais surtout Russie-URSS 1459/5628 car maintien d'assaut de saturation). Pas d'utilisation de gaz de combat.

Augmentation des pratiques de cruauté sur prisonniers et cadavres quand différence raciale intégrée :

- Prisonniers entre Allemagne et Russie : 50% des prisonniers russes en Allemagne décédés, 33% des prisonniers allemands en URSS décédés.
- Entre Japon et Etats-Unis (déshumanisation des cadavres avec pratiques archaïques de dépeçage, prise de trophée, déshumanisation, très grande violence *Pont de la rivière Kwai*)

3. Le civil, cible prioritaire du conflit

Le civil est au cœur de la guerre totale qui par essence inclut l'ensemble de la population. Le civil est acteur de la guerre et génère donc des violences amplifiées par les évolutions technologiques permettant augmentation de la force de frappe:

- Peur espionnage, sabotage conduit à l'internement des minorités (camps de prisonniers pour les Japonais et des Etasuniens d'origine japonaise !! dès décembre 1941 aux Etats-Unis)
- Guerre industrielle, objectif de réduire la capacité productive de l'adversaire par bombardements et d'augmenter sa production par réquisition de main d'œuvre (STO), pillage des ressources entraînant famines et disettes, évolution du système concentrationnaire qui devient un système productif à partir de 1942.
- Processus de dilution de l'Etat adversaire n'empêche pas continuation des combats sous forme de guérillas (francs-tireurs, résistances adossées à des pays ennemis). Combats dissymétriques très difficiles pour l'occupant, résistances soutenues en partie par les populations des pays occupés. Sentiment de trahison permanente engendre phénomène de violences plus (lorsque le phénomène reste limité sans différence raciale) ou moins réglementées (front de l'est, Asie du Sud-Est).

➤ Déterritorialisation, déssexualisation des usages de la guerre

4. Endoctrinement des soldats ?

Constitution achevée des identités nationales qui suppose construction de l'altérité avec forme de radicalisation et diabolisation de l'Autre.

Conscription permet diffusion des idées nationalistes avec idée de sécularisation de l'idée de croisade avec une confusion entre image du civil et du militaire.

Explication des massacres des Einsatzgruppen ? Non voir banalité du Mal d'Hannah Arendt et conclusion des expériences de Milgram (soumission à l'autorité) et Asch (conformisme). Réveil de la pure barbarie humaine quand l'autorité autorise voire encourage viols et massacres, disparition de l'empathie naturelle voire

réveil d'instincts primitifs ??? (Massacres commis par les troupes japonaises en Asie du Sud-Est, pratiques systématiques de viols lors de la reconquête russe en Europe orientale et centrale).

Thèse très intéressante d'Omer Bartov, *L'armée d'Hitler, la Wehrmacht, les nazis et la guerre* (http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1999_num_64_3_4897_t1_0750_0000_2) soulignant que les crimes de la Wehrmacht contre populations civiles slaves et juives se démultiplient en parallèle de la « démodernisation » de l'armée allemande. La discipline militaire pervertie sanctionnant les « actes de lâcheté » et fermant les yeux sur les violences à l'encontre des civils ainsi que l'intense propagande par des journaux nazis se diffusant dans les troupes finissent par convaincre des soldats ordinaires d'accepter de perpétrer des crimes de guerre.

5. Les temps de la violence

Temps de la concentration de la violence aux moments :

- des invasions (massacres commis par les vainqueurs : exemples soldats allemands contre des soldats français noirs : tata sénégalais de Chasselay)
- des retraites (Oradour-sur-Glane, Maillé..., troupes russes contre populations germanophones d'Europe orientale, déplacements de trois millions des Tatars de Crimée occasionnant la mort de plus de 100 000 personnes)

6. Les Konzentrationslager, anéantissement de l'individu

Création des premiers camps dès 1933 (Dachau, Sachsenhausen) pour les opposants (politiques mais aussi homosexuels, témoins de Jéhovah, « sociaux »...) devant être « rééduqués » par travail avilissant et imbécile.

Explosion quantitative du système à partir de 1940 et surtout 1942 avec croissance des résistances dans l'Europe occupée. Volonté de réprimer et éliminer massivement les opposants mais aussi désir de disposer d'une main d'œuvre corvéable à merci. Main d'œuvre **louée** à toutes les grandes entreprises allemandes mais rentabilité très faible des concentrationnaires esclaves. Système très rationnel.

Effondrement du système par manque de nourriture et de charbon pour les crématoires. Mort de masse expliquant les images apocalyptiques et monstrueuses de la découverte des camps.

7. La Shoah

La politique raciste des nazis à l'encontre des populations juives des territoires qu'ils contrôlent, vise à leur extermination indépendamment de leur nationalité. Le cas des tziganes, appartenant à la même démarche raciste (attention ils ne sont pas considérés comme des Untermenschen mais au contraire comme des « races pures parasitaires »), ne fait pas l'objet du même systématisme dans les territoires occupés.

Après une période de discrimination (administrative, fiscale), ségrégation et aryannisation de 1933 à 1939, l'Allemagne nazie planifie la ghettoïsation des juifs du Gouvernement général (partie de la Pologne occupée après la conquête de 1939 puis de juin 41) à partir de septembre 39. Mise à mort par la faim et la maladie même si la politique nazie reste ambiguë du fait des besoins de main d'œuvre et des qualifications des artisans juifs polonais. (voir *Le pianiste* de Roman Polanski).

La décision de l'extermination est prise au printemps 1941 avec la décision de rompre le pacte germano-soviétique. Conscience de prendre le contrôle de territoires avec fortes populations juives considérés comme des traîtres, des « populations parasites » pouvant transmettre maladies. **C'est aussi un objectif prioritaire de la guerre à l'est. Vision apocalyptique et raciale de la guerre.**

Voir Einsatzgruppen (Christopher R. Browning, *Des hommes ordinaires*, Paris, Les Belles Lettres, 1994) dont la phase maximum d'action meurtrière se place entre l'été 41 et la fin 42. Puis la Solution finale planifiée à partir de l'automne 1941 devant limites des Einsatzgruppen. Conférence de Wannsee finalise cette planification le 20 janvier 1942 en mettant en relation les différents services techniques (administration, police, ministères des affaires étrangères, transport, industrie...)

Réflexion à mener sur « la chaîne de mort », véritable taylorisation de la mort (concept de Raul Hilberg, *La destruction des juifs d'Europe*) en s'appuyant sur exemple local et la banalité du mal d'Hannah Arendt.

Ne pas oublier la mémoire de la Shoah dans le programme de terminale.

2.3 La Seconde Guerre mondiale : Les combats de la résistance française contre l'occupant et contre le régime de Vichy.

Des idéaux de la Résistance à la refondation républicaine après la Libération (1944-1946).

Les pièges à éviter

Unifier le phénomène de résistance.

Ne pas donner de chronologie, ni de quantification.

Pour cela, appuyez-vous sur un exemple précis dans mon livre, *Mémoires des années noires, le Loir-et-Cher pendant la seconde guerre mondiale*. Voir pièces ci-jointe

La compromission et la collaboration des élites françaises

- Le livre fondateur de Marc Bloch, *L'étrange défaite* (http://classiques.uqac.ca/classiques/bloch_marc/etrange_defaite/bloch_defaite.pdf) dénonçant de véritables trahisons dans l'armée française (le général Blanchard), la haute administration, les journalistes (Fernand de Brinon), le grand capital (comité des forges notamment Schneider, Renault), les « hommes de main de 1934 »
- Des émissions avec Annie Lacroix-Riz, historienne marxiste et engagée mais une vraie historienne qui a creusé les Archives et prouvé la collaboration massive des élites économiques pendant l'occupation. <https://www.polemixelavoixoff.com/>
- L'espoir d'un renouveau avec le programme du CNR adopté le 15 mars 1944 intitulé « Les Jours Heureux ». Voir sources d'inspiration et réalisations politiques et sociales de l'après guerre. Le texte intégral du programme du CNR, voir surtout la partie 2. https://fr.wikisource.org/wiki/Programme_du_Conseil_national_de_la_R%C3%A9sistance

Une guerre civile ?

- Réfléchir à la nature de Vichy, historiciser ce régime comme une revanche des antirépublicains d'origines différentes (Maurassiens et les partisans du nationalisme intégral, catholiques intégristes et royalistes ayant refusé le Ralliement de 1892 organisé par le pape Léon XIII, « nébuleuse fascistoïde » se constituant à partir de la fin des années 20, Parti franciste, Chemises vertes, Le Faisceau, La Cagoule...) contre un système qui a permis d'innocenter Dreyfus, la séparation des Eglises et de l'Etat et porté au pouvoir Léon Blum et les socialistes en 1936.
- Affrontements politiques portant sur la nature de ce qu'est la France : deux nationalismes radicalement différents (nationalisme républicain contre nationalisme intégral) et la percée de la pensée communiste.
- Analyser l'exécution de Guy Môquet, cas emblématique des ambiguïtés de la période et notre mauvaise mémoire. (http://www.fondationresistance.org/pages/rech_doc/portrait-11.htm)

La mémoire de la résistance

Bien intégrer tout le programme de terminale.

- Résistancialisme qui naît dès le discours de De Gaulle à l'hôtel de ville le 25 août 1944. Le texte ambigu du discours et les analyses de plusieurs historiens sur <http://langlois.blog.lemonde.fr/2017/08/25/lallocution-du-25-aout-1944-le-texte-et-son-interpretation/>
- Remises en cause du résistancialisme dans les années 1970 avec historicisation et désacralisation au cinéma (de *La Grande Vadrouille* à *Papi fait de la résistance*).
- Apparition de catégories ambiguës (vichysto-résistants) dans les années 90
- Concurrence des mémoires à partir des années 2000 (autres résistances : les Justes et visions victimaires l'emportant sur la mémoire de combat)

L'actualité de la résistance

Le message des anciens résistants pour revendiquer l'actualité du programme du CNR

<https://www.youtube.com/watch?v=BCI2-0HBJ2c>

2.3 La Seconde Guerre mondiale : La dénazification de l'Allemagne et le procès de Nuremberg.

Les principes juridiques

- Mesurer l'ampleur des crimes contre les populations civiles et du génocide juif **dont les alliés perçoivent dès 1945 les rouages et la spécificité**, commis par la sphère politique et militaire et au-delà par les administrations et les élites économiques.
- Les visions convergentes des alliés ? Paix carthaginoise incarnée par la conférence de Yalta de février 1945 (occupation quadripartite et 3D : démilitarisation, décartellisation, dénazification) et le principe d'épuration judiciaire et administrative mais quatre approches différentes du nazisme :
 - URSS : Nazisme, conséquence des contradictions économiques du capitalisme et de la nécessité de durcir le régime pour anéantir avancée du socialisme. Objectif de l'URSS : instituer une économie socialiste.
 - Etats-Unis : Nazisme perçu comme échecs des forces démocratiques car société allemande reste trop autoritaire. Il faudrait donc renforcer le parlementarisme, l'éducation démocratique et le capitalisme.
 - Grande-Bretagne : Nazisme, maladie liée à la culture allemande nécessitant une rééducation antiraciste
 - France : Nazisme n'est qu'une résurgence de l'éternel problème allemand par nature agressif et expansionniste.
- *Nullum crimen, nulla poena sine lege* : Pas de crime, pas de peine sans une loi qui les prévoit. Principe fondamental du droit de non rétroactivité des règles pénales mais entorse se basant sur l'ampleur des crimes et le fait que le nazisme a eu un contrôle sur le législateur et la justice allemandes empêchant l'exercice réel du droit.

Quatre crimes :

 - Complot : méthodes illégales de prise de pouvoir puis éliminations des adversaires politiques.
 - Crime contre la paix défini en 1974 par le conseil de sécurité de l'ONU seul apte à le déterminer. Prolongement des principes d'une diplomatie morale rendant la guerre illégale établie par la première fois par le pacte Briand Kellogg en 1928 et dont l'Allemagne avait été signataire.
 - Crime de guerre défini en 1864, violences commises sur prisonniers, blessés, civils et otages. Nuremberg reprend ces critères et y ajoute la déportation et les travaux forcés. Codification en 1949 par la convention de Genève.
 - Crime contre l'humanité défini à Nuremberg comme l'extermination de groupes raciaux et nationaux parmi la population civile afin de détruire des races ou classes déterminées de population ou de groupes nationaux, raciaux ou religieux.

Juger les têtes pensantes ?

- Apports et limites du procès de Nuremberg.
- De nombreux agents parmi les plus impliqués ont échappé aux sanctions et aux procès grâce à des réseaux d'exfiltration mis en place par les Etats-Unis et dans les milieux catholiques intégristes.
- Des procès de moins en moins incriminants à partir de 1947 avec l'émergence de la guerre froide.
- Procès plus tardifs : vague des années 60 dont procès Eichmann (voir Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem* avec la banalité du Mal) puis dans les années 80-90 (Klaus Barbie, Maurice Papon...)

Une totale dénazification ?

• Une phase judiciaire

- Phase extrajudiciaire courte
- Au-delà de Nuremberg, 12 procès (médecins, juges et juristes, industriels, Einsatzgruppen...), jugement des cadres supérieurs (5000 en zones occidentales avec 692 exécutions, 13532 en zone soviétique avec 436 exécutions), internements des strates inférieures du NSDAP, SS, SD, Gestapo (260 000 internés en zones occidentales amnistiés en deux vagues entre 1947 et 1948, 123 000 internés en zone soviétique dont 1/3 de morts en prison)
- Juger les Allemands « compromis dans le nazisme »??? (adhérents au NSDAP avant le 1^{er} mai 1937, tout responsable du NSDAP). Dans la zone US, distribution interrogatoire de 131 questions entre juillet 45 à mai 48 à 13 millions !!! de personnes. Classement en quatre catégories : coupables, compromis, suiveurs, exonérés. Dans la zone britannique pour des raisons pragmatiques de reconstruction et déjà volonté de rétablir l'équilibre européen limite l'épuration en excluant de la dénazification les secteurs économiques et miniers.
En fin de compte un fiasco de ces Spruchkammern : moins de 1,4% des Allemands seront classés dans les catégories coupables et compromis, 50% suiveurs et 48, 6% exonérés !!!!
Beaucoup plus sévère en zone soviétique, vraie purge de l'administration permettant de placer des militants communistes et préparer satellisation de la région devenue RDA en 1949.

• La rééducation des Allemands

- Convaincre le peuple allemand de ses responsabilités dans l'avènement du nazisme et les crimes de guerre et contre l'humanité.
- Rééduquer pour changer les mentalités sans apparaitre comme mesures extérieures. Terme utilisé « réorientation » (Umerziehung) se traduisant par réformes scolaires, politique culturelle (renaissance des clubs et associations sportives, musicales, jumelages internationaux, favoriser importations de films, livres, pièces de théâtre étrangers)
Contrôle de la presse et des livres avec interdiction des lettres gothiques
Politique linguistique : épuration des noms de rues, dénazification de la langue (Volks...genossen, turm, tanz, gemeinschaft)

• Les Allemands face à la dénazification

Toujours penser les interactions et non pas seulement vision du haut vers le bas dans lequel le bas ne fait que subir et enregistrer décisions prises.

- Stieg Dagermann, *Un automne allemand* : série de reportages d'un journaliste suédois en Allemagne de l'automne 45 à 1947. Extraordinaire ! Il pose la question centrale de la prise de conscience de leurs responsabilités par Allemands.
- Distinction entre l'intelligentsia très active (1400 revues publiées entre 1945 et 1948 de très haut niveau) et l'indifférence de la masse. Population rétive à la dénazification. En 1950, une enquête d'opinion sur le nazisme se conclut par ce bilan effrayant. 35% des Allemands considéraient le nazisme comme mauvais, 52% comme bon mais mal appliqué et 13% comme une bonne chose !!!
- Implantations des nouvelles institutions démocratiques de la RFA sans enthousiasme avec entrisme massif d'anciens nazis. Culture politique prédémocratique.
- Retournement à la fin des années 60, Questionnement mémoriel fort et émergence d'une nouvelle génération désirant savoir la vérité (voir le film *Le labyrinthe du silence*). Percée de la culture américaine et démocratique.

2.4 La Guerre froide, conflit idéologique, conflit de puissances : l'exemple de Berlin (1945-1989).

La démarche du sujet est inductive. L'observateur passe des énoncés singuliers à un énoncé global par la généralisation d'une série d'énoncés, d'observations en une loi universelle. Elle se caractérise par quatre étapes :

- l'observation et l'enregistrement de tous les faits (nécessité de maîtriser parfaitement la **chronologie** des événements berlinois)
- l'analyse et la classification des faits (donner une interprétation du comportement des **acteurs** en les rattachant au contexte mondial : dénazification, guerre froide, détente, évolutions économiques des blocs...)
- la dérivation inductive d'une généralisation à partir des faits (division de peuples par la guerre froide recoupant lignes de fractures ethniques, sociologiques et politiques. A ce titre réfléchir aux différents degrés d'intégration de la culture démocratique en Allemagne selon les régions.)
- la vérification en comparant à d'autres exemples. (Décalage évident entre l'entrée dans une période de détente et le discours de Kennedy très violent à Berlin le 26 juin 1963)

L'étude de Berlin permet de présenter **l'affrontement dans le temps**, d'en évoquer les origines, les modalités (importance de l'idéologie, de la propagande, de l'arme économique), **les conséquences territoriales et politiques** (naissance du bloc de l'Est et division du monde), enfin les **rythmes des relations internationales** (alternance de périodes de tension et de détente).

Pour enrichir votre copie, utilisez avec **précaution et esprit critique** les études d'Annie Lacroix-Riz (*Le choix de la défaite*) sur les relations ambiguës entre les élites étasuniennes et l'Allemagne (<http://polemix.dooz.org/LacroixRizElitesFran%C3%A7aises1940Episode1.mp3> 35^e minute et suivantes) de l'avant guerre et qui reprend après 1945.)

Ne pas oublier aussi qu'un tiers de la population étasunienne en 1914 est allemande à une (naturalisation de la personne) ou à deux générations (naturalisations des parents défunts) !

3. LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE FACE AUX ENJEUX MAJEURS (FIN DU XIX^e SIÈCLE - XX^e SIÈCLE)

3.1 La République, trois républiques : La difficile affirmation républicaine dans les années 1880-90

Mise en garde ! Attention de ne pas vous limiter à une vision institutionnelle de la République et aux oppositions politiques qu'elle engendre. La République, c'est avant tout des principes idéologiques et philosophiques issus de la Révolution française. La question qui se pose donc c'est l'acceptation ou non des héritages de la période révolutionnaire.

Contextualiser la période

Il est indispensable de replacer la III^e République :

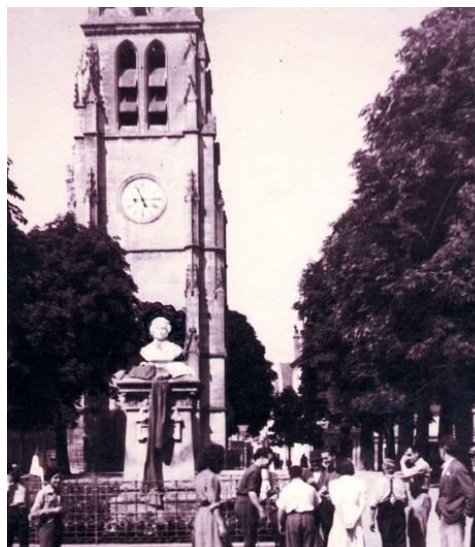
1. dans le contexte politique du siècle :
 - Voir la succession des régimes politiques français du XIX^e siècle. En particulier en regard de l'échec de la deuxième République (1848-51)
 - Replacer l'œuvre de la III^e République comme aboutissement des idéaux révolutionnaires de 1789 et plus particulièrement de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789 (articles 1, 3, 6 : démocratie/ articles 7, 8, 9 : sûreté et liberté de la personne/ article 11 : liberté de la presse en 1881) et de 1793 (article 22 : droit à l'instruction, lois Ferry 1881-84)
 - Progrès du libéralisme politique en Europe occidentale et centrale dans la seconde moitié du siècle concomitamment aux modernisations des sociétés industrielles et urbaines.
2. dans le contexte intellectuel et sociologique de son temps :
 - Déchristianisation et sécularisation des sociétés. Lutte entre cléricaux et anticléricaux. Jean-François Sirinelli voit dans cette histoire culturelle une ligne de fracture bien plus importante et infranchissable que la ligne de fracture politique plus poreuse séparant républicains et monarchistes.
 - Domination intellectuelle du scientisme et du positivisme.

La question scolaire

L'évolution de la politique scolaire souligne aussi celle des idéaux de la République. Les lois scolaires de Jules Ferry achèvent de démocratiser l'école primaire. C'est un point nodal de la question car l'école de Ferry est avant tout républicaine et patriotique. Les « **hussards noirs de la République** » (expression de Charles Péguy) diffusent l'idéal républicain grâce à l'histoire revisitée en un véritable **roman national** et les leçons de morale qui laïcisent la moralité d'essence religieuse. Cependant le certificat d'études qui sanctionnent la fin de la scolarité pour l'immense majorité des élèves ne permet pas une véritable ascension sociale qui ne concerne que marginalement la classe moyenne.

Interroger les paysages urbains et ruraux

Le patrimoine monumental (Panthéon, monuments parisiens République, Bastille et Nation mais aussi les écoles des petits villages), toponymique (noms des rues Gambetta, Sadi Carnot...) et sculptural républicain (statues du jardin Mirabeau par exemple) vise à prendre le contrôle de l'espace public au détriment de la tradition catholique (églises, calvaires...). Nous disposons des vestiges des expositions universelles 'notamment celle de 1889 avec la Tour Eiffel qui visaient à glorifier le pays mais aussi son régime.



Place Saint-Martin à Vendôme, le socle retrouve la statue de Rochambeau (second de Lafayette pendant l'expédition de soutien aux *Insurgents* américains) après avoir été démontée par les Allemands lors de l'invasion de 1940.

La statuaire redevient un enjeu politique avec la Seconde Guerre mondiale : les nazis et le régime de Vichy détruisent bustes et statues tandis que Marianne devient le symbole de la Résistance et est le sujet de superbes affiches à la Libération.

Un exemple rural pour illustrer votre copie

Naveil est un petit village proche de Vendôme. A la fin du 19^e siècle, c'est un village rural dominé par de petits propriétaires qui basculent vers le républicanisme avec les élections de 1875. Sensibles à la question sociale, le radicalisme s'impose à la fin du siècle. Pour les nouveaux maires républicains, il s'agit donc de réduire l'influence de l'Eglise par une politique monumentale symbolisant le triomphe de Marianne. Vous trouverez ci-joint une affiche, une carte postale et un plan marquant cette volonté d'enserrer spatialement et symboliquement l'église du village.



République Française. — Liberté, Egalité, Fraternité

COMMUNE DE NAVEIL

FÊTE D'INAUGURATION

DE LA

NOUVELLE MAIRIE

Le Dimanche 31 Août 1902

Sous la présidence de M. le PRÉFET de Loiret-Cher, assisté de M. Henri DAVID, député.
Et de MM. Rivière, conseiller général, Lantier et Mallangeon, conseillers d'arrondissement.

PROGRAMME

A 1 heure : SERVICE D'ARTILLERIE ANNONÇANT LA FÊTE
A 2 heures : RECEPTION DES AUTORITÉS ET VIN D'HONNEUR
A 3 heures :
DISTRIBUTION DES PRIX AUX ENFANTS DES ECOLES
Sous la présidence de M. DAVIE
INAUGURATION DE LA MAIRIE
Sous la présidence de M. le PRÉFET
CONCERT
A 6 heures :
BANQUET PAR SOUSCRIPTION
Dans la Salle des Fêtes de la Mairie
BAL PUBLIC
A 9 heures :
FEU D'ARTIFICE
Illuminations de la Mairie et de la Place publique
LES FORAINS SONT ADMIS SANS DROIT DE PLACAGE
Prix du Banquet : 3 fr. 50 par personne. — Les adhésions sont reçues à la Mairie jusqu'au 24 Août.
Le Maire de Naveil, E. LATOUCHE.

Penser à tous les opposants

Bien sûr les ennemis de droite apparaissent comme les plus menaçants. Mais bien observer les modifications (avoir une vision dynamique de la politique en interaction avec les dynamiques sociales, intellectuelles et démographiques : question de la natalité, immigration, rapport urbain-rural) de cette opposition d'abord royaliste puis réduite aux légitimistes. Elle se transforme brutalement avec la crise boulangiste et la naissance et le développement du nationalisme intégral de Charles Maurras.

Définition du nationalisme intégral tel qu'il se définit au moment de l'affaire Dreyfus :

- Réactionnaire condamnant sans appel la Révolution française, le libéralisme
- Xénophobe et antisémite, il dénonce les quatre Etats confédérés (ou anti-France) qui ont juré la perte du pays : les métèques, les juifs, les protestants et les francs-maçons.
- Antiégalitariste, des hiérarchies naturelles s'établissent et donnent un accès inégaux aux droits et libertés.
- Nationalisme composé de cercles concrets et concentriques d'intégration de l'individu au groupe : la famille, le village, le « pays » (la région identitaire), la France. Identité ethnique ancrée dans la terre (Maurice Barrès : La terre et les morts, Pétain : La terre ne ment pas)
- Germanophobe et militariste
- Non raciste : antisémitisme s'assimilant plus à de l'antijudaïsme et anti colonialiste.

Ne pas oublier les ennemis venus de la gauche. Souvenirs ardents de juin 1848 et de la Commune de Paris. Le mouvement ouvrier n'est que très imparfaitement républicain. Socialismes et anarchisme tendent à une critique radicale du régime républicain qualifié de bourgeois. Noter la violence des gouvernements contre les grèves et manifestations (massacre de Fourmies le 1^{er} mai 1891) et la répression liberticide des mouvements anarchistes par les lois scélérates de 1894.

Zeev Sternhell, historien israélien a identifié la France comme berceau du proto-fascisme avec les mouvements boulangistes et la fusion au sein du cercle Proudhon de Georges Sorel de mouvements venus de l'extrême droite légitimiste ou maurassienne et de l'extrême gauche anarchiste ainsi que des dissidents socialistes déçus par la modération de Jaurès.

Souligner la persistance intellectuelle des oppositions antirépublicaines que l'Union sacrée de 1914-17 n'effacera que provisoirement. Même l'intégration d'une large partie de la droite à partir du Ralliement de Léon XIII (1792) et des années 1920 où les droites dominent le champ politique ne suffit pas à faire taire les voies contestatrices d'extrême droite qui refleurissent à travers la nébuleuse fascistoïde qui s'épanouit dès le début des années 30. Pétain concluant le bal en assassinant la République le 11 juillet 1940.

3.1 La République, trois républiques : Une nouvelle République (1958-1962).

Il s'agit d'analyser la rupture qu'introduit la constitution de 1958 dans la tradition républicaine.

Attention, se contenter de commenter la constitution ne suffit pas.

L'étude doit mettre en évidence les crises fondatrices du régime.

Replacer la naissance de la V^e République dans le double contexte

- des **crises ministérielles récurrentes** de la IV^e République à laquelle le général De Gaulle s'est toujours opposée (discours de Bayeux le 16 juin 46). Accélération de l'instabilité ministérielle au fur et à mesure de l'accroissement des affrontements et tensions en Algérie.
 - de la crise de mai 1958 et la mise en place de **l'opération Résurrection**. Il est évident que des agents gaullistes, parmi lesquels Jacques Soustelle, Chaban-Delmas, Michel Debré, Lucien Neuwirth et Léon Delbecq, ont joué un rôle-clé dans la mise en place du comité de Salut public le 13 juin 1958. Dans un second temps, une opération militaire du [1^{er} bataillon parachutiste de choc](#) du capitaine Ignace Mantei vise à établir une tête de pont en [Corse](#). Le 24 mai, le colonel [Jean-Robert Thomazo](#) s'empare du contrôle civil et militaire de la Corse et le surlendemain, se déclare gouverneur de l'île en plein accord avec les nouvelles autorités d'Alger. Le député [UNR Pascal Arrighi](#) et [Henri Maillot](#), cousin de De Gaulle pilotent politiquement l'opération. Une opération politico-militaire est planifiée pour prendre le contrôle de Paris si De Gaulle n'est pas appelé au pouvoir. Le 29 mai, le président de la République, notre Rais à nous, René Coty annonce qu'il a décidé de faire appel au "plus illustre des Français". A 21h30, le général de Gaulle publie un communiqué dans lequel il annonce ses conditions pour gouverner : pleins pouvoirs et mandat constituant.
- Il convient donc de s'interroger sur les conditions du retour de De Gaulle au pouvoir en s'appuyant sur des faits précis. **Tout en ne cédant rien au complotisme, poser la question des complots dans l'histoire qui sont des réalités matérielles et historiquement prouvées.**

La lettre et l'esprit

La constitution approuvée par voie référendaire le 28 septembre 1958 et officiellement mise en place le 4 octobre, répond donc au souci de **restaurer l'autorité de l'Etat** dans le cadre d'une guerre qui remet en cause l'unité du pays.

Le **parlementarisme échevelé** des III^e et IV^e Républiques visait à contrecarrer toutes tentations autoritaires de l'exécutif et plus particulièrement du président de la République. Evoquer les souvenirs de la transformation du régime par le premier président de l'histoire, Louis Napoléon Bonaparte, qui fit un coup d'Etat le 2 décembre 1851. La ratification populaire par un plébiscite le 2 décembre suivant, institua le second empire. Les présidents de la République ne furent que des personnages de second ordre sans envergure politique véritable. Tous les hommes forts que vous connaissez, Ferry, Clémenceau, Jaurès, Blum, Pinay ou Mendès-France ne furent jamais président de la République.

Même si la Constitution ne reprend que les principes constitutionnels évoqués par De Gaulle dès le discours de Bayeux, comprendre la méfiance et le scepticisme de la gauche mendésiste et communiste. Nous ne sommes que 18 ans après le coup d'Etat constitutionnel de Pétain, un autre militaire rappelé de sa retraite par le pays désarmé pour sauver la France.

Evoquer le livre de Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Pétain comme De Gaulle ne sont que les **versions modernes du mythe de Cincinnatus**, général prestigieux tiré à deux reprises de sa retraite en -458 et -439 pour mater des ennemis extérieurs menaçants (Eques et Sabins) et une révolte sociale de la plèbe. Sa dictature temporaire (attention dictature dans le sens romain pas moderne du terme) est mise en exergue par les auteurs latins du I^{er} siècle avant J-C horrifiés par l'instabilité de la République agonisante.

Dans le contexte traumatique de la guerre civile, De Gaulle reçoit un large assentiment populaire. Mais il n'arrivera jamais à se départir de **son image bonapartiste**, associant populisme et autoritarisme. S'interroger sur la question des figures de l'opposant construites par la gauche et la droite. L'homme de gauche pour quelqu'un de droite c'est, au choix :- le bobo,- le cgtiste,- la figure du dangereux révolutionnaire terroriste a largement décliné et a été remplacé par les images du zadiste et du gauchiste. Pour la gauche quatre images plus construites, car s'ancrant dans une réflexion et un patrimoine plus ancien, sont :- le légitimiste,- le clérical,- le bourgeois **et le factieux auquel se rattache De Gaulle et le gaullisme.**

Il faut bien noter que la **pratique du pouvoir gaulliste accentue le caractère monarchique** et autoritaire de la constitution (rapport avec les ministres et le premier ministre, contrôle de l'ORTF, mise en place du S.A.C (Service d'action civique : police en tâche des basses œuvres), contrôle de la politique extérieure notamment africaine et règlement de la question algérienne).

La réforme de 1962

L'attentat raté du Petit-Clamart pose la question de la pérennité d'un régime qui repose sur l'autorité d'un homme, preuve si il en fallait une du caractère monarchique du régime. Aussi la réforme de 1962 est-elle fondamentale. Auréolé de l'onction populaire, le président de la République possède une autorité incomparable qui se vérifie jusqu'à aujourd'hui malgré les aléas électoraux (cohabitation) et les personnalités élues manquant d'envergure.

De Gaulle et les institutions mises en place en 1962 seront au centre de critiques virulentes parmi lesquelles celles de François Mitterrand qui écrit en 1964 *Le coup d'Etat permanent* (mais ne changera pas la constitution durant ses 14 ans de présidence !) et des caricaturistes notamment Moisan dans le *Canard enchaîné*.

3.2 La République et les évolutions de la société française : La population active française, reflet des bouleversements économiques et sociaux depuis 1914.

Au-delà des grandes dynamiques qu'il convient de souligner, de quantifier, de dater avec précision :

- Baisse du nombre d'agriculteurs
- Croissance puis baisse du nombre de salariés dans l'industrie
- Croissance continue du secteur « tertiaire », des services

Il faut :

- **Comparer** ces dynamiques avec celles des pays voisins, **en soulignant et expliquant historiquement et sociologiquement** par exemple le long maintien du monde rural et paysan français au regard des évolutions britannique ou allemande, pays dans lesquels l'exode rural et la concentration foncière ont été bien plus précoces.
- **Développer un point sur le salariat féminin.** Ceci peut être corrélé avec l'étude de la place des femmes dans la vie politique et sociale de la France au XX^e siècle. Il faut historiciser la place de la femme dans le monde du travail depuis les révolutions industrielles (ne pas oublier la question de la main d'œuvre féminine dans la guerre en dépassant l'image iconique de la munitionette) et lier ce versant économique à la question **de la place et de l'éventuelle et discutable question de l'émancipation** de la femme dans une société restée malgré tout largement patriarcale.
- **Questionner l'envers de l'activité**, c'est-à-dire l'inactivité, chômage et retraite. Place dans la société, image renvoyée par ces figures, conquêtes des droits.
- **S'interroger sur les bouleversements actuels.** Le salariat apparu avec les révolutions industrielles est-il en voie de mutation profonde ou de disparition avec la révolution technologique ? L'intelligence artificielle va-t-il faire disparaître le travail ? Quid du salaire universel ? On attend de vous des faits, des perspectives et la mise en place d'interrogations.

3.2 La République et les évolutions de la société française : La République et la question ouvrière : le Front populaire.

L'étude vise à montrer en quoi le Front populaire constitue un changement majeur dans les relations entre République et ouvriers. Il faut donc contextualiser le front populaire dans une **chronologie plus large visant à établir la complexité des relations entre classe ouvrière et République.**

La III^e République et le monde ouvrier

Du fait de la sociologie politique des années 1880-90, la III^e République s'est à l'origine appuyée sur les classes moyennes et sur la paysannerie. Les dirigeants politiques, républicains modérés cherchent à rallier les masses rurales encore sensibles aux sirènes monarchistes qu'elles soient légitimistes ou orléanistes. L'alliance de fait qui s'établit entre républicains modérés et orléanistes entre 1876 et les années 1890 conduit donc à reléguer délibérément la question sociale posée par les conséquences du développement industriel au second plan.

Le régime agit violemment contre les manifestations ouvrières (massacre de Fourmies la 1^{er} mai 1891) et n'hésite pas à faire intervenir l'armée comme elle l'avait déjà fait pour réprimer les insurrections ouvrières de **juin 1848** et la **Commune de Paris** (mai 1871). La République détruira radicalement la mouvance anarchiste en prétextant du basculement terroriste d'une minorité d'entre elle en édictant les **lois scélérates** (1893-94). Même après l'arrivée des radicaux, classés plus à gauche, au pouvoir après 1898, la violence reste de règle comme le prouve l'écrasement de **la révolte des vigneron en 1907** sous la conduite du ministre de l'intérieur, Georges Clémenceau.

Les quelques lois sociales prises avant la première guerre mondiale sont catégorielles (cheminots, mineurs, fonctionnaires...), soit obéissent à des **objectifs démographiques** (limitation du temps de travail des femmes et des enfants, jours de congés pour l'accouchement...).

La question ouvrière apparaît comme centrale du fait du caractère industriel de la guerre totale. **La loi des 8 heures votée en 1919** apparaît donc comme une concession dans le cadre d'une tentative de maintenir l'esprit de l'Union sacrée et dans le contexte des soubresauts révolutionnaires qui agitent l'Europe après la révolution bolchévique.

Une classe ouvrière aux contours indéfinis au début du XX^e siècle

Particularisme des « révolutions industrielles » en France avec maintien de petites structures de production à l'exclusion de quelques bassins industriels (Nord, Lorraine, Le Creusot). Conscience de classe en cours de formation par l'aura grandissante de la SFIO fondée en 1905 par Jean Jaurès. En 1914, la SFIO est le deuxième parti de France avec 17% des voix et 102 députés mais noter le retard par rapport à l'Allemagne, le SPD en 1912 recueille 35% des voix, il est (et de loin !) la première force politique du Reich ! Montée en puissance des syndicats et particulièrement la CGT de tradition anarchiste et révolutionnaire.

Une division sans violence

Rupture du Congrès de Tours en décembre 1920. Même si la majorité des délégués s'affilie à la SFIC (qui devient le PC en 1921 et le PCF en 1943). La majorité des électeurs reste fidèle à la SFIO dont les résultats aux législatives gravitent autour des 20% dans les années 20, début des années 30. La SFIC contrainte à **la ligne « classe contre classe »** jusqu'en 1934 par le Komintern est rejeté aux marges de l'espace politique avec peu ou prou 10% des suffrages. Mais pas de violences entre les deux groupes, on est loin de la dramatique situation allemande où aucune coopération n'est envisageable entre le SPD et le KPD après la sanglante répression de la révolution spartakiste de 1919.

La marche vers le Front populaire

Evolution des lignes après la prise de pouvoir d'Hitler en 1933 en partie liée à la désunion des gauches et à la tentative de coup d'Etat du 6 février 1934. Rapprochement des appareils politiques et syndicaux mais aussi des militants de base qui acceptent la République comme un acquis à protéger et à améliorer dans une dimension sociale. L'arrivée au pouvoir du premier gouvernement socialiste de l'histoire de la Troisième République permet une véritable intégration des ouvriers à la

République. Pour la première fois, le pouvoir n'utilise pas la force armée pour mettre fin au mouvement de grèves et s'appuie même sur celui-ci pour négocier en position de force face au patronat affolé par la situation. A cet égard, le PC et la CGT joueront un rôle de modérateur et non d'amplificateur d'un conflit qui les dépassent totalement.

Le Front populaire, une force d'en bas ou d'en haut ?

Analyser la chronologie des réformes du Front populaire en mai et juin... Voir que ces réformes ont été bien au-delà du programme de Léon Blum et que c'est la pression des grèves qui jouèrent un rôle décisif dans les avancées sociales.

Décrire les grandes réformes sans se limiter aux mesures sociales. Evoquer celles de Jean Zay à l'Éducation nationale et celle de Léo Lagrange aux loisirs.

Mobiliser des ressources cinématographiques et culturelles

L'évocation des grèves des mois de mai et de juin 1936, par des témoignages, comme celui de Simone Weill, ou des photographies de Willy Ronis, permet de comprendre les revendications du monde ouvrier et leurs liens avec l'idée républicaine.



Photographie de Willy Ronis le 14 juillet 1934

La mémoire du Front populaire

L'étude met en évidence que le Front populaire marque une étape fondamentale dans la structuration de la classe ouvrière en France. L'œuvre politique reste modeste du fait de l'opposition féroce des 200 familles (fuite des capitaux...), du contexte économique difficile et d'un contexte international défavorable qui conduisit à la dislocation de l'alliance entre les communistes, socialistes et radicaux mais le Front populaire devient un **mythe politique**. Pour les opposants maurrassiens et consorts, il s'agit de la victoire de l'anti-France incarnée par des personnalités (Léon Blum, Pierre Mendès-France, Zay, Jean Jules Moch...) qui seront jugés au procès de Riom. Les congés payés, la nationalisation de la banque de France... apparaissent comme des mesures iniques, fruit d'un complot « judéo-maçonnique » ou « communiste », fruit des agents de Moscou. Pour les hommes de gauche, elle apparaît comme le début des conquêtes sociales en éludant les divisions du monde ouvrier et les profondes fractures politiques et sociales entre le gouvernement et ses « soutiens » parlementaires.

3.2 La République et les évolutions de la société française : L'immigration et la société française au XX^e siècle.

Deux émissions que j'avais enregistrées pour Polemix : Sortez vos papiers ! Une histoire de l'étranger
<https://www.polemixelavoixoff.com/tag/histoire-de-letranger/>
<https://www.polemixelavoixoff.com/histoire-francaise-de-letranger-part-2/>

Le musée de l'histoire de l'immigration. Un lieu à visiter réellement ou virtuellement :
<http://www.histoire-immigration.fr/ressources>

Définir l'étranger

L'Etat moderne à partir du 17^e siècle renforce le contrôle des populations en cherchant à les identifier. Contradiction entre la pensée des Lumières et montée en puissance de l'Etat avec la révolution française qui réorganise et rationalise l'encadrement des populations. Affirmation de l'idée de nation mais sur une base ouverte d'adhésion aux valeurs de la révolution.

Augmentation des migrations liées au développement de l'activité industrielle au 19^e siècle. Et questionnement sur la définition de l'étranger. Pour la population, c'est sur critère culturel que s'établit un discours xénophobe : l'étranger, c'est celui qui est un migrant (en général homme célibataire, jeune et pauvre venu en groupes de « loin ») non intégré à la **communauté urbaine qui reste le vrai cercle de définition d'identité pour la majorité des hommes du 19^e siècle**. Pour les autorités, définition floue des étrangers dits allemands, alors que ce sont pour la plupart il s'agit des Alsaciens et des Mosellans ou polonais alors que la Pologne n'existe plus depuis 1815....

La III^e République : Volonté d'homogénéisation du territoire grâce à l'école républicaine qui diffuse un roman national : créer une identité culturelle commune passant par la langue et l'histoire : fin des particularismes régionaux. Le vote au suffrage universel, légitimation et base du nouveau régime, suppose la naissance d'une **définition juridique** de la nationalité sur des bases incontestables créant ainsi une **stricte ligne de séparation** entre les Français et les étrangers. Création de l'Autre, de l'étranger dans un contexte de tension international : l'Allemand est un espion, l'Italien un anarchiste...

- **L'étranger n'est pas une réalité en soit mais une construction aux contours mouvants.**

Les Bohémiens, premier contrôle d'un « étranger »

L'échec du dénombrement des bohémiens en 1895-96 prouve l'inefficacité des services de l'Etat pour contrôler la population. Grosse réflexion scientifique sous la houlette du docteur Bertillon : prise de mesures biométriques jugées scientifiques et objectifs. 1912, premier fichier centralisé biométrique des nomades avec fichiers individuels que les nomades doivent présenter quand il s'arrête dans une commune. Fichage sur le principe de potentialité criminogène de populations jugées comme étrangères et non sur réalité d'un délit quelconque. Peut-être cela vous aide à mieux comprendre le sort des Tziganes pendant la seconde guerre mondiale !

Quelques articles pour faire le lien entre les Bohémiens d'hier et les Roms d'aujourd'hui

- Une étude de cas sur les Tziganes du Périgord
http://www.arkheia-revue.org/Le-sort-des-Tziganes-perigourdins.html?artsuite=3#gros_titre
- Permanence de ces craintes et pratiques avec un article de Libération de 2010 en « pleine crise des Roms » http://www.liberation.fr/france/2010/09/06/les-roms-cobayes-de-la-carte-d-identite_676745
- Le discours de Montreuil Bellay. La reconnaissance par F. Hollande de l'implication de la France en 2016
<http://infosgensduvoyage14.free.fr/Files/Other/discours%20Montreuil%20bellay.pdf>

L'immigration un besoin chronique

Faiblesse de la natalité française dans contexte de développement économique puis des saignées démographiques occasionnées par les deux guerres mondiales. Voir foyers d'émigration (Belgique, Italie, « Pologne », Europe centrale et orientale : populations libérées du servage dont une forte minorité de population juive dotée d'une double altérité).

Emigration de maintien majoritaire dans le premier temps et la première vague de migration : Homme seul laissant famille dans pays d'origine, renvoi des fonds financiers au village. Migration saisonnière (Italiens en Provence ou dans la région lyonnaise) ou temporaire de quelques années. Forte méfiance des autochtones se traduisant par l'émergence de ligues, qui ne sont pas des partis mais qui traduisent ces inquiétudes et veulent modifier le droit (contrôle, devoirs supplémentaires, question des salaires...)

A la deuxième ou troisième génération de migration, changements du type de migrations. Des familles entières arrivent ou les migrants de première génération font venir leurs familles au bout de quelques années. Inquiétudes décuplées des xénophobes car le **droit du sol et la naturalisation relativement ouverte de la République** conduirait à la « dégénérescence du sang du Français ».

Une étude de cas

Marie-Claude Blanc-Chaléard. *Les Italiens dans l'Est parisien : une histoire d'intégration (1880-1960)* Une très bonne étude sur les difficultés d'assimilation des Italiens dans la première moitié du 20^e siècle
http://www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_2002_num_57_1_7335

Une xénophobie d'Etat ?

Suivisme des républicains à la fin 19^e, début 20^e siècles glissant vers mesures sécuritaires à destination des étrangers dans le contexte d'une demande de limitation et de contrôle des mouvements des populations flottantes (ouvriers, bohémiens).

Loi du 8 août 1893 sur conditions de séjour des étrangers : l'étranger a plus de devoir que le national. En 1895, interdiction d'établissement pour médecins étrangers... xénophobie des classes sociales élevées (même démarches pour les notaires et les avocats dans les années 1930). Loi du 10 août 1899 dits décrets Millerand (premier socialiste à siéger dans un gouvernement...) fixant des quotas d'étrangers pour les entreprises travaillant avec les collectivités publiques.

La rupture de la première guerre mondiale

Xénophobie d'Etat pendant la première guerre mondiale relayée par presse développant « l'espionite » de la population. Mais en parallèle l'Etat coordonne la venue de 233 000 travailleurs coloniaux (dont un tiers d'Algériens) et chinois pour remplacer les hommes partis au front.

Saignée démographiques majeures imposant recrutement massif de main d'œuvre pour la reconstruction du pays. Changement des foyers émetteurs dans les années 20-30 : Italie, Espagne, Pologne, Portugal.

Relative intégration en période de prospérité, tensions en période de crise. Loi du 10 août 1932 loi restreignant les quotas de travailleurs étrangers à 10% des effectifs des entreprises travaillant avec les collectivités publiques. Expulsion de milliers de Polonais en 1934-35.

En 1935, Antoine de Saint Exupéry, journaliste à bord d'un train qui l'emmène vers l'Est de l'Europe, s'arrête devant un compartiment où sont endormis des ouvriers Polonais, expulsés de France par les Houillères du Nord. Crise mondiale oblige, ils font en sens inverse le voyage qui leur avait promis le travail et la sécurité. Dans Terre des Hommes, publié en 1939, il décrit un enfant endormi entre ses parents, sur les banquettes inconfortables: "Il était né de ces lourdes hardes cette réussite de charme et de grâce. Un enfant merveilleux. Beau, un prince. Riche de tous les possibles. Sauf que... Il n'est point de jardinier pour les hommes. Mozart enfant sera marqué comme les autres par la machine à emboutir. Mozart fera ses plus hautes joies de musique pourrie, dans la puanteur des cafés-concerts. Mozart est condamné....C'est quelque chose comme l'espèce humaine qui est lésé."Cet épisode fugace lui inspirera le petit Prince.

Interdiction d'exercice pour les médecins étrangers en 1933.

Sur la question de la préférence nationale des années 30 à aujourd'hui

Jeanne Singer-Kerel, *Protection de la main d'œuvre nationale en temps de crise*, [Revue Européenne des Migrations Internationales](#), 1989, pages. 7-27

http://www.persee.fr/doc/remi_0765-0752_1989_num_5_2_1016

La seconde guerre mondiale, mesures d'exceptions de l'étranger au juif

Décrets Daladier : Le 12 novembre 1938, créations de centres spéciaux pour la rétention d'étrangers « *indésirables* ». Abominables camps mortifères pour les réfugiés espagnols notamment à Gurs. Avec l'entrée en guerre, loi du 18 novembre 1939 visant à interner des « *individus dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique* ». Dans cette législation discriminatoire d'exception, Gérard Noiriel voit le chaînon manquant entre la « légalité républicaine » et la xénophobie/antisémitisme de l'Etat de Vichy. **Accommodation à des législations d'exception discriminant une population en raison de ses origines.** De fait, les mêmes administrations (à peu d'exceptions près) appliqueront les mesures discriminatoires de Vichy : fichage des juifs, révision de 500 000 naturalisations intervenues depuis 1927. Du fait des imbroglios juridiques, **15 000 dénaturalisations effectives dont 40% de personnes de confession juive.**

L'après guerre

Enormes besoins de reconstruction dans l'après guerre plus allongement de la scolarité et refus de la population autochtone d'occuper tâches difficiles... mais tarissement des foyers traditionnels d'immigration pour des raisons économiques (reconstruction de la Belgique et de l'Italie) ou politique (blocage de la frontière espagnole, rideau de fer avec la Pologne). Organisation par le CNPF du transfert de main d'œuvre étrangère. Pour des raisons linguistiques, juridiques et culturelles, prédilection pour la main d'œuvre maghrébine et donc française !

Le documentaire référence sur l'immigration maghrébine de Yamina Benguigui

<https://www.youtube.com/watch?v=mXbmjmO5rX8>

- Si vous n'avez pas le temps de tout regarder le témoignage bouleversant de Khémais Dabous contrastant avec les propos des recruteurs... (7m 30 à 16m 40)

Relativiser le phénomène d'intégration : économique oui, quelques cas de progression sociale sur une ou plus sûrement deux générations mais qui restent minoritaires. De nombreux mariages mixtes certes mais problèmes persistants de logement (bidonvilles, cités de transit puis après les années 70 recasage de ces populations dans les HLM...), et méfiance sécuritaire, culturelle et religieuse dans le cadre des mémoires de la guerre d'Algérie réactivée aujourd'hui du fait :

- des progrès de l'islamisation et des revendications communautaristes qui en découlent notamment dans un pays à forte tradition laïque voire anticléricale.
- de la peur du terrorisme
- de l'instabilité du monde arabo-musulman depuis 2011

Pouvoirs publics et la question migratoire

Loi sur le regroupement familial de 1976, signe d'ouverture et de prise en considération de la dimension humaine du migrant qui n'est pas qu'un outil de production. Loi sur la carte de séjour de 10 ans par François Mitterrand en 1982. Mais depuis liste de restriction (naturalisation, limitation du droit du sol, quotas d'expulsion...) et discours (faisant lien entre immigration et délinquance...) sous pression de la montée en puissance du Front national dont le discours contamine un large spectre politique et administratif.

Ouvrir sur le 21^e siècle

La France et l'Europe sont confrontées à un nouveau défi migratoire fruit de la déstabilisation du monde arabo-musulman après les printemps arabes de 2011. Guerres civiles, écroulement des barrières migratoires que composaient des pays partenaires notamment la Libye, détérioration de la situation socio économique, environnementale et sécuritaire au Sahel, en Centrafrique, au Congo engendrent des flux importants de migrants. Voir le comportement de la France et de simples Français à Calais ou dans les Alpes...

L'immigration dans les vallées alpines

<http://www.telerama.fr/monde/migrants-dans-les-hautes-alpes-ne-pas-trouver-des-cadavres-a-la-fonte-des-neiges...,n5399642.php>

<http://www.telerama.fr/radio/des-mineurs-etrangers-abandonnes-de-nuit-dans-la-montagne-par-la-gendarmerie-un-reportage-glacant-de,n5353619.php>

3.2 La République et les évolutions de la société française : La place des femmes dans la société française au XXe siècle.

L'histoire de genre s'impose pour se différencier de l'histoire des femmes qui par son appellation semble centrée sur les femmes de manière étroite et descriptive alors que l'histoire du genre s'intéresse au relationnel. **Le genre désigne les rapports sociaux entre les sexes**. L'histoire du genre examine donc comment les différences sexuelles ont été perçues et mises en place à différents lieux et à différentes époques, dans l'idée que ces différences sont socialement construites.

Une libération par la guerre et dans les après guerres ?

Rôle décisif dans la première guerre mondiale, guerre industrielle et totale. Bien meilleure mobilisation que l'Allemagne marquée par les 3K (Kirche, Kuche, Kinder). Mais **nuancer l'idée d'une libération de la femme par la guerre**. Certes, elles deviennent chef de famille en cas de veuvage, accède à des métiers dont elles étaient exclues, « font tourner la marmite » quand l'homme rentre blessé de la guerre mais mémoires de guerre très défavorable **avec hypermnésie de la mémoire du poilu** et de la violence physique et dévalorisation du rôle des femmes. Hommes récupèrent leurs postes, le taux d'activité féminin dans les années 20 est très bas et même inférieur à celui des années d'avant guerre !!!

Seconde guerre mondiale, vision très problématique sur la femme dans une France privée d'hommes pendant quatre ans et placée sous l'occupation allemande. **Voir la tonte des femmes à la libération, aspect fondamental à développer !** Cependant le rôle décisif des résistantes conduit le GPRF à accorder le droit de vote.

Penser à la femme coloniale !

La question de l'éducation et de la libération des femmes des colonies par l'éducation, mythe ou réalité ? A partir de 29mn 20 à 39 mn, l'exemple des femmes igbo du Nigéria (colonie anglaise), une comparaison avec le Sénégal et l'Indochine.

Le droit colonial a-t-il libéré les femmes ? A partir de la 41^e minute des exemples anglais mais une bonne assertion sur la question de la polygamie dans les colonies françaises.

<https://www.polemixelavoixoff.com/histoires-de-femmes-dans-les-colonies/>

Girl Power dans les années 60-70 ?

Changement générationnel du **baby boom** qui redéfinit le rapport homme femme sur les questions **scolaires et sexuelles**. Libération des corps et de la tutelle masculine dans le cadre du mariage. Réfléchir aussi au lien avec l'accélération de la **déchristianisation** pendant cette période. Libération et indépendance par le travail ? Surtout besoin massif de main d'œuvre, femme occupe majoritairement postes peu qualifiés et seront (avec les étrangers) les premières victimes de la montée du chômage dans les années 70.

Le combat continue

Education, emploi, égalité salariale, représentation dans l'espace public, respect du corps en pleine affaire Weinstein... Poser les questions au présent !

3.3 La République face à la question coloniale : L'empire français au moment de l'exposition coloniale de 1931 : réalités, représentations et contestations.

Pour adopter une grille de lecture alternative de la société coloniale, une émission dont je suis très fier sur la femme dans les colonies!

<https://www.polemixelavoixoff.com/histoires-de-femmes-dans-les-colonies/>

L'empire à son apogée

10 millions de km², 50 millions d'habitants. Constitution par à-coups de façon empirique. Multitude de statuts différents (départementalisation, colonie, protectorat, mise sous tutelle) Après la première guerre mondiale développement de l'emprise économique et administrative dans les colonies. Deux cas différents de valorisation :

- Dans les **colonies d'exploitation** prédomine une économie de plantation s'appuyant sur les structures économiques traditionnelles **sans apport de modernisation productive**. Les colons se contentent de contrôler les finances (banques dont l'activité est uniquement destinée aux colons), la commercialisation et la logistique (développement d'infrastructures pour assurer l'exportation des produits).
- Dans les colonies de peuplement (Algérie, Nouvelle Calédonie, Tunisie) appropriation directe de la terre par expropriation (65% des terres arables algériennes appartiennent à des colons en 1954) légalisée et modernisation de sites productifs avec un timide développement industriel notamment en ville.

Dans les deux cas, **littoralisation de l'économie** et développement très inégal du territoire conduisant à des **déséquilibres spatiaux** (macrocéphalie) engendrant des migrations massives se soldant surtout par un exode rural et une **crise urbaine majeure**. Développement exogène détruisant dynamiques internes (tapis et bijoux en Afrique du Nord par exemple). Reclassements sociaux marqués par une forte prolétarisation et perte d'indépendance économique de la population.

La colonisation vue par les métropoles

Du sauvage de la conquête au bon nègre à partir de 1914 : saluer de fait l'œuvre « civilisatrice » de la France. Culture raciste relayée par les zoos humains qui périclitent après la première guerre mais aussi l'école, la bande dessinée, les actualités cinématographiques, la chanson populaire. Consensus procolonial et raciste dans les années 30.

L'exposition coloniale se tient du 6 mai au 15 novembre 1931. Placée sous la haute autorité d'un des héros de la colonisation, le général Lyautey, elle se doit de surclasser la British Empire Exhibition de 1924. 110 hectares à la Porte dorée dans le 12^e arrondissement parcourus par six trains, 50 bus électriques et 46 bateaux ! Pavillons des différentes colonies avec pour point d'orgue une reconstitution du temple d'Angkor mesurant 70 mètres de côté, flanqué de 4 tours de 45 mètres de haut et coiffé d'une coupole centrale s'élevant à 55 mètres ! 33 millions d'entrées, un succès considérable !!!

Les résistances à l'ordre colonial dans les colonies

Les fortes résistances qui se manifestent lors de la conquête coloniale (Indochine, Algérie notamment) sont écrasées très violemment par l'armée française supérieure en technologie et en discipline militaire. Des années 1890 au début des années 20, la situation se stabilise à l'exception de violentes révoltes liées à la survie de peuples en voie d'extinction (Canaques de Nouvelle-Calédonie)

L'entre-deux-guerres voit se développer une **contestation mieux organisée** contre l'ordre colonial. Dans l'Empire colonial français, elle s'incarne dans des élites fruit d'un métissage culturel qui s'inspirent souvent **des idéaux républicains** (Habib Bourguiba fonde le Néo-Destour en 1934) et trouvent aussi parfois **dans le communisme** une idéologie émancipatrice (Ho-Chi-Minh adhère à la SFIO en 1919 et fonde le parti communiste indochinois en 1930). Bien que ne concernant qu'une

faible partie des populations coloniales, on peut à l'évidence parler d'une période de maturation révolutionnaire avec la fondation de réseaux, journaux clandestins et la mise en place d'un corpus idéologique de plus en plus structuré.

En parallèle, la France s'engage dans une première guerre de décolonisation dans le Rif entre 1924 et 1926 suite aux difficultés de l'Espagne à éteindre les revendications indépendantistes de cette région du nord du Maroc. L'armée française utilisera des gaz de combat largués par l'aviation qui s'avérera être une arme décisive dans la victoire française.

Les résistances à l'ordre colonial en métropole

Résistance intellectuelle avec la naissance de l'**ethnologie** qui s'organise autour de jeunes chercheurs regroupés au musée de l'Homme. Remise en cause du racisme et du principe colonial.

Au timide réformisme de la SFIO (décret Blum-Violette de 1936 accordant le droit de vote à 25 000 « musulmans » d'Algérie) répond l'opposition frontale du **Parti communiste** (et des anarchistes) qui organise la contre exposition coloniale en septembre 1931. S'appuyant sur les récits **d'André Gide** ou **Albert Londres**, elle dénonce les crimes du colonialisme et l'exploitation économique des territoires dominés dans une dialectique marxiste. L'insuccès de cette exposition prouve le caractère minoritaire d'un tel positionnement.

3.3 La République face à la question coloniale : la guerre d'Algérie

1. Contextualisation

Suite au désastre indochinois et devant les troubles qui commencent à se développer en Algérie, Pierre Mendès France décide d'entamer les négociations avec les mouvements indépendantistes tunisien et marocain. Par le **discours de Carthage** en 1954, le président du conseil français accorde un statut d'autonomie à ces deux protectorats où ne résident que quelques dizaines de milliers de métropolitains, qui, pour l'essentiel sont des fonctionnaires peu attachés à ces terres. Devant l'aggravation de la crise algérienne, **l'indépendance leur sera accordée en mars 1956**. Cette décolonisation, relativement pacifique et négociée, permet à la France de conserver dans ces deux pays des intérêts économiques, culturels (le français reste langue officielle et d'enseignement), militaires et politiques (collaboration policière et juridique étroite jusqu'à aujourd'hui...).

2. Les spécificités de l'Algérie française

- Les colons représentent près de 10% de la population résidant en Algérie. Ces FSE (Français de souche européenne) y sont présents depuis plusieurs générations, car l'essentiel de ces familles s'y est établi à la fin du 19^e siècle : ils considèrent cette terre comme la leur et n'ont pour la plupart qu'une connaissance très limitée de la métropole. Cette colonie de peuplement présente une société bien plus complexe que celles observables dans les colonies d'exploitation. À côté d'une élite administrative, militaire et entrepreneuriale (grands propriétaires terriens, possesseurs de mines, grands commerçants, banquiers), la majorité de la population pied-noir est composée de classes moyennes (petits commerçants, petits artisans, fonctionnaires, contremaitres...) et de classes populaires à dominante urbaine (84% des pieds noirs) mais aussi de petits propriétaires terriens (certes plus aisés que les indigènes). Parfois concurrencée par la montée en puissance d'une petite bourgeoisie arabe et juive, elle est très attachée aux avantages scolaire, politique et administratif dont elle jouit.

- La déclaration de François Mitterrand affirmant avec force que « l'Algérie, c'est la France » au lendemain de la Toussaint rouge (1^{er} novembre 1954) peut paraître en soit aberrante mais elle est juste d'un point de vue juridique. L'Algérie est composée de **trois départements français** (Constantine, Alger, Oran), la constitution française précisant que « la République est une et indivisible » toute sécession est constitutionnellement impossible. Les populations indigènes sont des citoyens français...de seconde zone. Les **FSNA (Français de souche nord africaine)** n'ont pas de droits politiques. Les efforts de scolarisation se sont surtout dirigés vers les kabyles, rejetant la très large majorité de la population arabe dans la très grande pauvreté.

- La population arabe a connu un phénomène de prolétarisation avec le dépeçage des terres effectué à partir des années 1860. Elle compose une masse à dominante rurale qui soit travaille sur les terres des colons, soit possède des micropropriétés sur lesquelles les familles survivent. Cette agriculture vivrière ne dispose d'aucun investissement, **l'économie des campagnes reste donc très largement démonétarisée**. Une frange réduite des FSNA (20%) a profité des bienfaits de la scolarisation, de postes dans l'administration (chemin de fer, postier, postes administratifs subalternes...) ou de pensions d'anciens militaires. La société colonisée est donc plus complexe et divisée que dans les cas des colonies d'exploitation

3. La situation entre 1945 et 1954

De 1945 à 1954, des mouvements nationalistes s'étaient constitués dès les années 1920 en Algérie (Étoile nord africaine, Parti du peuple algérien...) desquels émerge la figure de Messali Hadj. **En 1945, des émeutes éclatent dans la région de Sétif et Guelma.**

Elles ont un double caractère :

-lors des défilés commémorant la fin de la seconde guerre mondiale, des nationalistes algériens se mêlent à la foule pour rappeler leurs revendications politiques. La situation dégénère, on relève une trentaine de morts de chaque côté

-par ailleurs des manifestations violentes que l'on peut assimiler à des jacqueries se développent dans tout le Constantinois, la population affamée attaque des lieux (minoterie, boulangerie) où elle pense trouver de la nourriture. Une centaine d'Européens possesseurs de ces lieux sont assassinés. La répression aveugle de l'armée française est terrible : 1000 morts officiellement. Des rapports secrets de l'armée tendent à prouver que le véritable chiffre serait plus près de 10 000 avec de très nombreuses exécutions sommaires de prisonniers raflés au hasard ou de militants politiques non liés au meurtre des Européens.

Prenant conscience du soubassement économique politique du mécontentement des FSNA, le pouvoir accorde à l'Algérie un **nouveau statut en 1947**. Ce statut prévoit la création d'une assemblée algérienne -ayant, à vrai dire, exclusivement des compétences financières- et le droit de vote aux 9 millions d'algériens non-européens pour y élire 60 représentants (les 60 autres représentants étant choisis par le million d'euro-péens vivant en Algérie). Toutefois, cette légère avancée sera totalement vidée de son sens par le truquage des élections à cette assemblée algérienne, le 11 avril 1948, par le gouverneur général en Algérie. Les représentants des organisations indépendantistes ou autonomistes ne sont pas autorisés à siéger.

4. Les « événements d'Algérie »

- De 1954 à 1958, d'abord sous-jacentes, les violences éclatent brutalement le 1^{er} novembre 1954. **L'ALN (Armée de libération nationale), branche militaire du FLN (Front de libération nationale) est le premier mouvement à utiliser la violence.** D'inspiration marxiste, il mène une guerre révolutionnaire contre les colons, les élites francophiles algériennes, mais aussi les autres mouvements indépendantistes algériens notamment le MNA (mouvement national algérien) de Messali Hadj. Cette Toussaint rouge, par sa coordination, frappe les esprits, la réplique menée par F. Mitterrand et Pierre Mendès France se veut équilibrée. La pacification vise tout d'abord à détruire les réseaux jugés terroristes, le pouvoir ne leur reconnaît aucune légitimité politique, aucun dialogue n'est possible ; d'autre part elle veut accélérer les réformes sociales et politiques restées au point mort et développer les réseaux scolaire et de santé. L'armée est perçue comme le moyen de mener à bien l'une et l'autre tâche. La population métropolitaine soutient cette politique à contrario des pieds-noirs qui y voient « une prime au crime », par ailleurs aucun dialogue n'est établi avec les indépendantistes algériens considérés comme des terroristes.

- **Les massacres de Philippeville** marquent un tournant dans la « guerre sans nom ». Le 20 août 1955, des paysans et des ouvriers chauffés à blanc par des éléments du FLN s'attaquent au petit village minier d'El Halia, situé à 3 Km de Philippeville (actuellement Skikda). Des ouvriers et leurs familles sont massacrés et certains sont atrocement mutilés. Le bilan de ce massacre s'élève à 112 morts dont 72 Européens. Des milices armées ainsi que des unités spéciales formées principalement de parachutistes et de légionnaires contrôlent toute la région. L'armée bombarde tous les douars des environs et abat à vue tout individu suspect pendant huit journées consécutives. Des milliers de prisonniers formés d'hommes âgés de 14 à 70 ans sont capturés, emmenés au stade municipal de la ville pour interrogatoire, la plupart sont exécutés sans jugement. Du côté officiel français, on estime le bilan à 1 272 morts tandis que du côté algérien on avance le chiffre de 12 000 morts et des milliers de disparus. Ces massacres et l'usage avéré de la torture par l'armée française eurent un large écho international et entraînèrent la condamnation de plusieurs pays, notamment les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. En septembre 1955, la question algérienne est débattue par l'Assemblée Générale des Nations unies à New York. Ces événements jetèrent un profond désarroi au sein de l'ensemble des membres des communautés qui se trouvèrent soudées en cette occasion quels que fussent leurs opinions politiques. La stratégie de radicalisation des Algériens (jusque là hésitant) voulue par le FLN fonctionne à plein, la rupture entre les deux communautés est définitive.

- **L'envoi du contingent en 1956** est censé marquer l'indéfectible attachement de la France à l'Algérie et la volonté de lutter contre « des bandits et hors-la-loi ». A l'époque, le pouvoir et les médias ne parlent pas de guerre mais de « désordres internes » et de « rétablissement de l'ordre ».

public». Cependant, l'envoi de jeunes conscrits effectuant leur service militaire marque un retournement net de l'opinion publique sensible à la mort de ces jeunes gens. Les politiques métropolitains, mesurant l'impopularité grandissante et les dommages diplomatiques et financiers de ce qu'il convient d'appeler une guerre, commencent à s'interroger sur le bien-fondé de la politique menée depuis 1954 voire au-delà.

- Les pieds-noirs, appuyés par l'armée professionnelle, forment **un comité de salut public et chassent le gouverneur général le 13 mai 1958**. Ils appellent de leur vœu le retour au pouvoir « du plus illustre des Français », le général De Gaulle, seul capable selon eux de garantir l'avenir de l'Algérie française. L'opération Résurrection est un véritable coup d'Etat. Il débute le 24 mai 1958 par le parachutage du 12^e BPC de Calvi qui s'empare du contrôle civil et militaire de la Corse le 26 mai 1958. La seconde partie de l'opération doit se dérouler à Paris. Le général de Gaulle avait donné son accord à l'opération planifiée par l'état-major d'Alger au cas où le président Coty ne faisait pas appel à lui comme président du Conseil. Reçu à l'Elysée, l'opération est annulée, **De Gaulle devient le dernier président du conseil de la 4^e République**. Le 3 juin, l'Assemblée vote les pleins pouvoirs à de Gaulle pour une durée de six mois, celui-ci est chargé de rédiger une nouvelle Constitution qui donnera naissance à la 5^e République. Peut-on parler d'un coup d'Etat ? Certes, le général a pris garde de respecter les procédures et s'est largement défendu de toute intention dictatoriale, mais la plan «Résurrection» et le rôle joué par les gaullistes à Alger (Léon Delbecque, Soustelle) permet de parler de collusion entre les chefs militaires et le général. Cependant, c'est bien plus la faiblesse du régime et son incapacité à remettre en cause les pouvoirs concédés à l'armée qui expliquent **qu'elle se soit livrée à l'homme providentiel**.

- Dès le 4 juin 1958, le général De Gaulle se rend à Alger, après son tonitruant « **Je vous ai compris** » qui rassure et galvanise la foule des colons rassemblés devant le gouvernement général, développe un discours très ambigu. Mais très vite, De Gaulle préconise l'ouverture des négociations et propose l'autodétermination. Les colons, se sentant trahis, soutiennent les généraux Challe, Salan, Jouhaud, Zeller qui tentent un putsch en avril 1961. Avec un art politique consommé, De Gaulle désolidarise les conscrits et une large partie de l'armée professionnelle des rebelles et sur-médiatise cette sécession pour inquiéter la population et obtenir les pleins pouvoirs pour 6 mois. Le coup d'Etat ayant échoué, une partie des pieds-noirs fonde une organisation terroriste, l'OAS (organisation de l'armée secrète) qui perpète des attentats en Algérie et en métropole contre des agents du FLN, des sympathisants de la cause algérienne et contre De Gaulle. Le général échappe de justesse à la mort lors de l'attentat du Petit Clamart (août 62). L'OAS infiltre aussi la police et les administrations.

- En mars 1962, la **signature des accords d'Evian** prévoit la mise en place d'un référendum qui conduira à l'indépendance tout en garantissant à la France l'exploitation du pétrole saharien pour 10 ans, des bases militaires pour 5 ans et la sécurisation des biens et des personnes. Mais le climat de haine était tel que cette dernière clause ne fut pas respectée. Un million de pieds-noirs durent évacuer l'Algérie en laissant tout derrière eux. Mais la valise et le cercueil ne sera même pas l'alternative offerte aux harkis, ces combattants qui firent le choix de la France furent pour l'essentiel massacrés avant d'avoir pu embarquer.

5. La 5^e République et l'Algérie

La guerre qui se poursuit en Algérie est transportée en France en 1958 par le FLN. Il y a en effet, à cette époque, près de 350 000 travailleurs algériens dans les usines. Le préfet de police de Paris Maurice Papon, venu de la préfecture de Constantine en mars 58, mène une véritable guerre souterraine contre le FLN conformément aux directives du Premier ministre. Des camps sont institués pour enfermer les suspects et les tortures, les arrestations, perquisitions, insultes racistes deviennent un véritable système pour harceler les Algériens et désorganiser le FLN. Mais cette politique fait des remous et des pétitions circulent contre la torture.

Les tensions s'accroissent aussi entre le régime et ses principaux supporteurs en Algérie, lorsque le général annonce en septembre 59 un référendum d'autodétermination pour les Algériens. Une première crise se déroule en janvier suivant, des affrontements dégénèrent à Alger entre manifestants et police faisant 20 morts. De Gaulle entreprend une sévère purge dans l'armée comme au gouvernement et se fait accorder les pleins pouvoirs. Mais toute l'année l'agitation se poursuit et des ratonnades ont lieu en Algérie. Le référendum de janvier 61 est un succès pour de Gaulle et le FLN, la marche à l'indépendance devient inexorable. Le complot d'avril tenté par les généraux échoue très vite, mais la tension est vive en métropole entre policiers et Algériens. Le préfet Papon multiplie les opérations punitives notamment dans le grand bidonville de Nanterre tenu par le FLN. Le 17 octobre 1961, le FLN organise une manifestation pour dénoncer la répression et les morts qui se comptent déjà par dizaines. Papon décide de lâcher la bride à ses policiers. La manifestation fera selon les estimations les plus récentes au moins 120 morts (photo ci dessus de Jean Texier, octobre 61). Le cycle des **massacres d'Etat** s'achève avec la répression de la manifestation de l'extrême Gauche 4 mois plus tard au métro Charonne qui fera, elle, 9 morts dont un adolescent de 16 ans battu à mort par la police.

Ces crises graves et la fin dramatique de la guerre d'Algérie sont exploitées par le pouvoir politique pour justifier un renforcement des pouvoirs du président. Après l'attentat du Petit-Clamart, de Gaulle, propose un référendum organisant l'élection du Président au suffrage universel. Cela provoque une motion de censure contre le gouvernement, mais de Gaulle dissout l'Assemblée et impose son projet qui reçoit une majorité de oui (61%) en octobre 62 (mais l'abstention est assez forte). La manœuvre a réussi, mais toute opposition au Parlement est muselée et c'est la rue qui constitue dès lors le véritable contrepoids au pouvoir du Président (grande grève des mineurs dès 1963).

La République de 1962 est donc un régime consolidé et sorti des troubles de la décolonisation, mais il lègue également des pratiques autoritaires et une démocratie parlementaire affaiblie, ainsi qu'un déni de mémoire sur les événements de la guerre d'Algérie qui terniront l'œuvre accomplie.

6. La mémoire de la guerre d'Algérie

Voir manuel de terminale.